



L'impôt pour la paix :
stratégie contre la guerre?

ReLations

société politique religion

NUMÉRO 683

MARS 2003

L'idéologie du changement

L'avenir n'est plus
ce qu'il était

La décomposition
du temps

Contre l'inexorable



Haïti : L'impasse Lavalas

4.95 \$



ARTISTE INVITÉ :
RENÉ DONAIS



NUMÉRO 683, mars 2003

4 actualités

HORIZONS

- 9 ÉCLAIRS D'HUMANITÉ
FERNAND JUTRAS

ailleurs

- 24 L'IMPASSE LAVALAS
FRANKLIN MIDY

CONTROVERSE

- 26 L'IMPÔT POUR LA PAIX :
UNE STRATÉGIE CONTRE LA GUERRE?
PIERRE CROTEAU ET DOMINIQUE BOISVERT

28 en bref

regard

- 29 LA BRISURE DU MONDE
Entrevue avec Susan George
JEAN-CLAUDE RAVET

- 32 L'ÉCOLE FACE AU DÉFI DE LA LAÏCITÉ
ÉLISABETH GARANT

siLLONS

- 36 LE BRUIT DU PASSÉ
HÉLÈNE DORION

38 multimédias

40 Livres

DOSSIER

10 L'IDÉOLOGIE DU CHANGEMENT

Une idéologie du changement, pernicieuse parce qu'invisible, infiltre nos manières de vivre et d'agir. Elle génère paradoxalement apathie et impuissance, nous déposédant du pouvoir de nous engager dans l'histoire et de transformer le monde. Vidé de son sens, le changement devient synonyme de résignation devant l'ordre des choses. L'avenir ne serait ouvert qu'à des processus objectifs, impersonnels et autorégulateurs, laissant l'humanité spectatrice de son propre devenir. Mais la conscience de la liberté n'est cependant pas morte.

- 12 L'AVENIR N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT
JEAN-PHILIPPE WARREN

- 16 LA DÉCOMPOSITION DU TEMPS
CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

- 19 CONTRE L'INEXORABLE
MARC CHABOT

ARTISTE INVITÉ

Artiste graveur et historien d'art de formation, **René Donais** poursuit activement une démarche de création multiforme qui l'amène à réaliser des livres d'artiste, des projets d'installations et des suites de gravures intégrant ses influences orientales, les sources historiques classiques et ses sujets de prédilection. C'est pendant la phase ultime de la maladie de son épouse qu'il s'intéresse aux jeux optiques des anamorphoses pour faire des « talismans de guérison ». Il a tout récemment édité un recueil de gravures inspirées des textes personnels d'Aline Gélinas. Il travaille présentement à l'Atelier Circulaire, à Montréal.

Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
téléc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

RÉDACTRICE EN CHEF

Anne-Marie Aitken

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Jean-Claude Ravet

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Marco Veilleux

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Elmyra Bouchard
Lino (ecco_lino@hotmail.com)
Jean Villemare

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,
Céline Dubé, Guy Dufresne, Élisabeth
Garant, Joseph Giguère, Fernand
Jutras, Nicole Laurin, Guy Paiement

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreault,
Marc Chabot, Hélène Dorion,
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie,
Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont
répertoriés dans *Repère* et dans
l'*Index de périodiques canadiens*,
publication de Info Globe.
Dépôt légal, Bibliothèque nationale
du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 32 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 56 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 40 \$ Étudiants : 25 \$
TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du
gouvernement du Canada, par l'entremise
du Programme d'aide aux publications
(PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Le délire génétique

Du clonage de la brebis Dolly au clonage de l'être humain, il ne restait qu'un pas à faire. Il semblerait que ce soit mission accomplie! Grandiose tapage médiatique ou simple franchissement du Rubicon? Nous n'en savons rien. Toujours est-il que l'annonce de la naissance de trois bébés clonés par la firme Clonaid nous a mis dans la tête que la chose est inéluctable, et même profitable à l'humanité. Les médias portent là une lourde responsabilité!

À force d'être banalisé, le clonage fait désormais partie du monde et de nos représentations. Le virtuel tient lieu de réel. Nous attendons même qu'il se « réalise ».

Fascinés, médusés, nous assistons sans voix à ce grand chambardement de la naissance humaine, alors que

ciétés occidentales ont décidé de faire du bricolage avec le vivant, puisque les biotechnologies le rendent possible et qu'elles peuvent rapporter gros à un certain nombre de multinationales après au gain. Dans cette perspective utilitariste, le vivant devient une chose, un objet que l'on manipule et trafique à volonté, poussant toujours plus loin les innovations, dans l'espoir de faire reculer les limites et la mort. Ainsi le procédé qui consiste à enlever le noyau d'un ovule et à y placer d'autres cellules permettrait le clonage reproductif visant à produire des êtres humains à l'identique, à remplacer des enfants morts, à donner des enfants à des couples stériles, à usiner des « pièces de rechange » à partir d'embryons instrumentalisés.

Certains crient au loup parce que ce procédé, récemment expérimenté sur des animaux, serait encore prématuré et donc dangereux pour la santé de ces êtres humains ainsi fabriqués. Mais dès que des améliorations notoires seraient obtenues, avec l'assurance pour les individus de ne courir aucun risque, il n'y aurait plus de problème. S'en tenir à cette position, c'est avaler toute crue l'idée que toute innovation scientifique est un progrès pour l'humanité. Il suffirait seulement de la mettre au point pour qu'elle soit éthiquement acceptable. Ce qui est loin d'être sûr.

Or, au-delà des raisons technologiques et commerciales invoquées, le clonage touche quelque chose de beaucoup plus fondamental : le sens même de l'engendrement. Il entend s'emparer de notre origine et de la transmission de la vie en dehors de toute relation sexuelle, dans l'abolition de la différence des sexes, dans la confusion des rôles et des identités, dans la séparation du corps, de la parole et de l'esprit. S'appuyant sur la reproduction du même, il fait fi de l'altérité. Comment un être humain

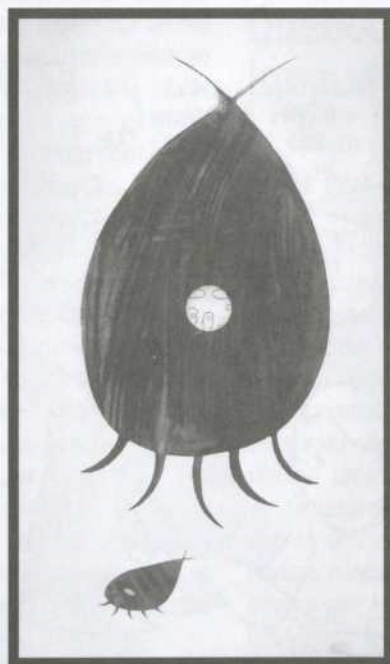
peut-il alors advenir comme sujet de son histoire? Comment peut-il accéder à une représentation symbolique de lui-même qui donne sens à son existence et lui permet de trouver sa place dans la société?

La possible pratique du clonage humain interroge enfin notre pratique démocratique. Tenir le clonage humain pour acquis, puisque la technique le rend possible, reviendrait à baisser les bras devant notre responsabilité envers nous-mêmes et envers les générations futures. Certains États ont déjà légiféré. D'autres, comme le Canada, s'apprentent à le faire. Mais cela suppose de ne pas s'en tenir aux seuls arguments de la recherche scientifique et aux appétits de la sphère marchande. Comme le fait remarquer le médecin et généticien Axel Kahn : « La justification de la démocratie est de s'efforcer de faire le tri entre ce que l'on peut faire, ce que l'on désire réaliser, et ce dans quoi on préfère éviter de s'engager. Dire que ce choix n'existe plus signifie qu'il faut abolir la démocratie, abolir le débat sur ce qui est juste et injuste, légitime et illégitime. » (*Libération*, 4 janvier 2003)

♦ ♦ ♦

Relations a mis en ligne son site Internet, depuis le 15 décembre dernier, afin de permettre une plus grande interaction entre la revue et ses lecteurs, et d'élargir son public. N'hésitez donc pas à le visiter à www.revue-relations.qc.ca. Vous y trouverez la présentation du numéro en cours, les sept numéros précédents, des articles mis en archives, la possibilité d'entrer dans les sites Internet recensés et de communiquer avec la rédaction. Faites-le connaître autour de vous!

ANNE-MARIE AITKEN



RENÉ DONAIS,
TALISMAN POUR
GUÉRIR LES POUMONS
ET LES INTESTINS,
EAU FORTE, 2001.

nous devrions nous indigner de la folie de l'entreprise. Il est temps de sortir du silence, de dénoncer ce que nous sommes en train de fabriquer. Nos so-

Je bougerai, tu bougeras, ils bougeront après l'école

Le nouveau programme développant les activités parascolaires est-il la voie qui va résoudre le manque d'éducation physique chez les jeunes?

JACQUES TONDREAU

L'AUTEUR EST
CONSEILLER À LA VIE
PROFESSIONNELLE
À LA CENTRALE DES
SYNDICATS DU QUÉBEC
(CSQ)

Le moins qu'on puisse dire, c'est que depuis plusieurs mois déjà, une pluie de nouveaux programmes et de nouvelles politiques vient combler des besoins urgents en éducation. Le dernier programme en lice s'appelle *Ça bouge après l'école*. Il vise à doubler le nombre de jeunes qui pratiquent des activités parascolaires après l'école, en faisant passer leur nombre de 120 000, en 2002, à 240 000, en 2006.

Pour atteindre l'objectif fixé, le ministère de l'Éducation et celui de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport entendent investir 82 millions de dollars dans les prochaines années; 20 autres millions proviendront de différents partenaires, dont les municipalités et les organismes communautaires. Ce sont 600 écoles secondaires qui seront touchées par cette initiative gouvernementale. Objectif avoué de ce tout nouveau programme : dans un premier temps, contrer la sédentarité chez les jeunes adolescents et les sortir de la routine des jeux vidéo. C'est pourquoi le gouvernement met l'accent sur les activités physiques et sportives la première année; la deuxième année, des volets culturel, scientifique, social et communautaire seront développés.

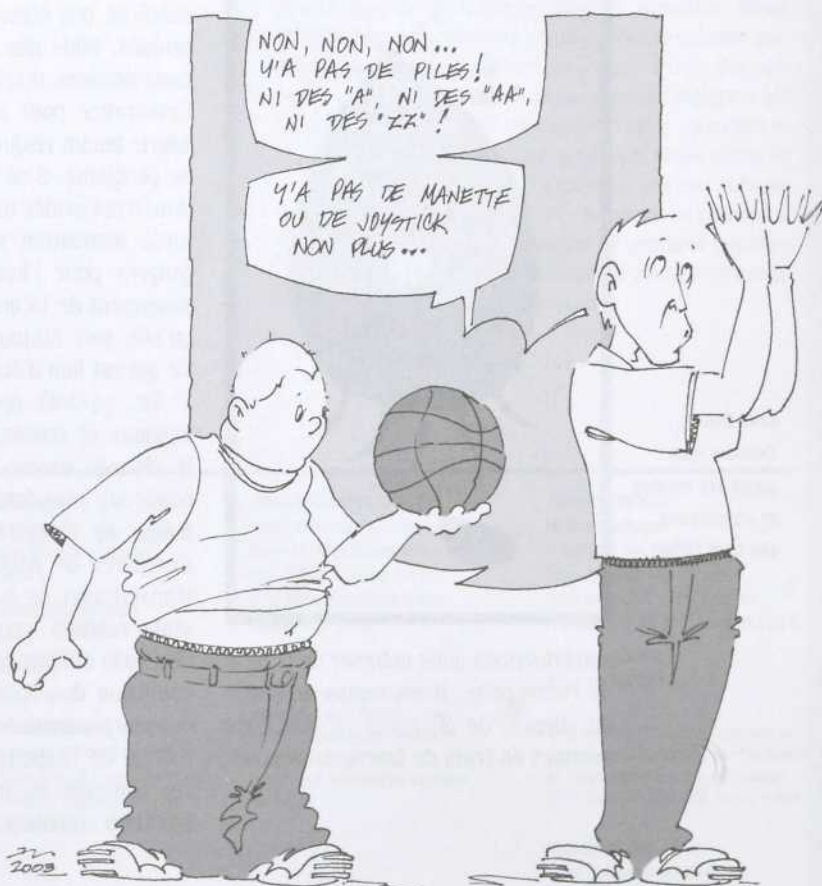
L'encre n'était pas encore sèche sur le communiqué de presse annonçant le programme que, déjà, certains groupes auraient souhaité que le gouvernement fasse les choses autrement, en s'occupant plus particulièrement des problèmes d'obésité chez les jeunes. Une

des solutions avancées par les tenants de cette approche : accroître le temps alloué à l'éducation physique à l'école. Ainsi, en augmentant d'une heure trente par semaine l'éducation physique à l'école, le gouvernement pourrait économiser 1,5 milliard de dollars sur cinq ans en soins de santé. Bien sûr, tout cela reste à être démontré.

Le programme *Ça bouge après l'école*, fort louable dans ses intentions, soulève toutefois quatre interrogations. Premièrement, en mettant l'accent la

première année sur les activités physiques et sportives, ce que confirme le libellé du programme (*Ça bouge après l'école*), on risque d'oublier l'importance des activités culturelles, scientifiques, sociales et communautaires dans la gamme des activités parascolaires. De ce point de vue, le programme aurait pu s'appeler *Ça bouge, ça pense, ça crée et ça agit après l'école*.

Deuxièmement, il est tout à fait pertinent que l'école mette tout en œuvre pour favoriser la réussite des élèves, notamment en développant des activités parascolaires, mais il est plus équivoque qu'elle s'occupe des problèmes de sédentarité des jeunes pour parvenir à cette fin. La question de la sédentarité relève d'une hygiène de vie dont la majeure partie des paramètres ne sont pas sous le contrôle de l'école, comme les





heures passées devant la télévision ou devant la console de jeux vidéo.

Troisièmement, une partie très substantielle de cette somme (40 millions \$) ira au transport scolaire. Sans mettre en doute l'affirmation qui veut que le transport scolaire soit une contrainte majeure lorsqu'il s'agit de s'adonner à des activités parascolaires, on peut tout de même soulever la question de l'allocation des ressources. En fait, on tente de régler des problèmes de sédentarité chez les jeunes tout en finançant les moyens de transport qui, par ailleurs, ne favorisent guère l'activité physique.

Enfin, on souligne dans le document de présentation du nouveau programme le caractère très important des activités parascolaires dans la motivation des élèves et plus loin dans la réussite scolaire des jeunes. Si tel est le cas, pourquoi le gouvernement se limite-t-il à un financement à la pièce? Ne pourrait-on pas envisager un financement récurrent, qui assurerait à tous les intervenants scolaires les sommes nécessaires à la mise en place et à la pérennité des activités parascolaires?

Le monde scolaire ne se gère pas à la pièce. Il est possible de comprendre que les partis politiques soient tiraillés entre le besoin de gagner des élections et celui de favoriser à plus long terme des politiques éducatives cohérentes, entre les coups de publicité médiatique et la gestion responsable du monde de l'éducation, entre les intérêts particularistes de certains groupes dans la sphère éducative et les visées universalistes du système d'éducation.

Mais il est plus difficile d'accepter qu'on présente des programmes comme une panacée à des maux que l'école ne peut guérir seule. Dans sa première année, le programme *Ça bouge après l'école* s'attarde plus aux effets du manque d'activité physique et sportive chez les jeunes, soit la sédentarité, qu'aux causes de cette dernière : culture fa-

miliale peu propice à l'activité physique et sportive; perte du sens de l'effort dans le maintien de la forme physique; difficulté chez nombre de jeunes à établir des liens entre une certaine hygiène de vie et une bonne qualité de

vie; monopolisation du temps de loisir des jeunes par les jeux informatiques et Internet. Sur ces derniers éléments, l'école a un pouvoir de transformation limité. ●

Enfin, une politique de l'eau

Le 26 novembre 2002, le gouvernement du Québec annonçait que le Conseil des ministres s'entendait pour doter le Québec d'une politique de l'eau : une longue route pour un résultat éphémère!

ANDRÉ BOUTHILLIER

Déjà en 1968, devant la dégradation de la qualité de l'eau potable, le gouvernement de l'époque confiait le soin d'enquêter sur l'état de l'eau au Québec à la commission Legendre. Depuis, c'est la traversée du désert pour les citoyens qui veulent protéger l'eau. Bien sûr, plusieurs interventions du gouvernement auprès des entreprises les plus polluantes connaissent un certain succès pourvu que les citoyens paient la facture. Dans tous les cas, les gouvernements cèdent devant les menaces de déménagement que profèrent les entreprises.

Plus d'un milliard de dollars est consacré à la dépollution des eaux usées; comme il s'agit d'usines d'épuration des eaux usées, les ingénieurs-conseils et les constructeurs se réjouissent de l'opportunité de faire des

affaires, mais les chambres de commerce et le Conseil du patronat continuent à s'élever contre l'application par le gouvernement d'une réglementation environnementale sévère. La classe politique refuse de voir la problématique de l'eau de façon globale. Année après année, des groupes de scientifiques examinent la qualité de l'eau, sans que leurs recommandations ne perturbent la mare politique.

Dès sa création, la coalition Eau Secours! constate les incohérences de la gestion de l'eau et revendique une « politique de l'eau ». En réseau avec de nombreux groupes environnementaux et des associations de citoyens, la coalition et ses partenaires finissent par convaincre le gouvernement d'entendre les citoyens. Le Symposium sur l'eau organisé par le gouvernement s'avère insuffisant et c'est une commission d'enquête du BAPE que les groupes exigent et obtiennent. La

L'AUTEUR EST PRÉSIDENT
D'EAU SECOURS!
(WWW.EAUSECOURS.ORG)



Commission sur la gestion de l'eau au Québec (commission Beauchamp) entend les citoyens et remet un rapport qui marque l'histoire de la gestion de l'eau au Québec.

L'encre du rapport était à peine sèche que six personnes de Walkerton, en Ontario, décèdent d'un empoisonnement à l'eau. Les groupes environnementaux du Québec font pression pour que la même situation ne se répète pas ici. Il aura fallu laisser passer dix-huit mois avant que le gouvernement québécois adopte un nouveau règlement de l'eau qui, dans les faits, n'est pas encore en application et qui évite encore à de nombreux distributeurs d'eau de faire tous les tests appropriés aux fins de desservir leur clientèle (campings, café-couettes, écoles non reliées à un réseau d'aqueduc).

Imaginez l'enthousiasme des groupes de citoyens lorsque le gouvernement annonce une politique nationale de l'eau. Il y a de quoi à se réjouir... mais!

Avec ses grands principes et ses 57 engagements, il est bien difficile d'être contre cette politique nationale de l'eau qui reprend en gros les recommandations de la Commission sur la gestion de l'eau au Québec (la commission Beauchamp). Il est impossible ici d'en faire une analyse exhaustive. En survol, disons qu'elle est cohérente et place le Québec dans le peloton de tête des États engagés dans la protection de l'eau.

Du côté positif, la volonté de modifier le statut de l'eau souterraine est un grand pas à franchir. Le fait de légiférer sur l'eau – la transformant de bien commun à bien collectif permettra au gouvernement de faire l'arbitrage entre les utilisateurs. Dans une région ou « bassin versant », le gouvernement aura l'autorité pour établir des priorités quant au captage de l'eau souterraine. Qui aura la priorité? L'agriculteur, la ville pour son réseau d'aqueduc, l'embouteilleur, etc.

Les engagements visant à se doter de connaissances qui permettent d'identifier la quantité et l'emplacement de l'eau sur le territoire permettront aussi de mesurer la quantité d'eau captée et le temps de recharge des nappes phréatiques. Certaines nappes prennent quelques mois à se recharger, d'autres 2000 ans.

L'idée de percevoir des redevances pour l'utilisation de l'eau est importante. Enfin, les pollueurs paieront pour les coûts de dépollution qu'ils occasionnent et la commercialisation



de l'eau sera reconnue comme un intrant dans la matière première et dans les processus de fabrication que les entreprises utilisent. Le fait que cet argent aille au financement des organismes de gestion de l'eau par bassin versant se place dans la colonne du positif.

Tout n'étant pas parfait, il y a aussi un côté négatif.

Évaluer la possibilité de trouver de l'eau exportable en vrac ou permettre la dérivation de rivières, apparaissent comme des acquiescements à la marchandisation de l'eau plus qu'elle ne l'est déjà. Présentement, nous avons une loi « moratoire » sur l'exportation

de l'eau en vrac qui deviendra caduque en 2005. Cette recommandation est inquiétante, surtout avec les clauses de l'ALENA et cette commercialisation de l'eau à outrance promue par le Conseil mondial de l'eau, qui équivaut à une chambre de commerce pour les multinationales de l'eau.

Du côté de la pollution industrielle, et surtout de la chimie de synthèse que la nature ne peut intégrer dans son cycle de nettoyage de l'eau, la politique est très vague et n'ouvre aucune nouvelle voie et perspective de dépollution. Les usines de filtration des eaux usées ne traitent pas cette pollution chimique qui est responsable, avec la pollution agricole, de nombreuses maladies qui se développent à long terme chez l'humain.

La politique propose plusieurs recommandations applicables en territoire agricole. Ces propositions seront-elles modifiées après les recommandations du BAPE, qui tient présentement des audiences sur la production porcine, et si oui, dans quel sens?

Ce qui fait douter de voir cette politique mise en œuvre réellement un jour, c'est l'expérience que nous avons des lois déjà en

vigueur, lois qui sont bafouées sans que le ministère ou les municipalités qui sont responsables de leur application ne sévissent de façon à vraiment protéger l'eau. Cette mentalité de laisser-faire émane du préjugé suivant : il n'y a qu'une sorte de développement économique et les lois environnementales lui nuisent. De là, la colère de l'Union des producteurs agricoles, qui voit la politique nationale de l'eau comme une entrave au droit de produire. Avec cette vision, il n'est pas facile de faire délier la bourse aux ministères à vocation économique et de faire appliquer strictement les réglementations appropriées.

Illégaux... jusques à quand?

L'idée d'une régularisation des travailleurs immigrants sans statut pourrait voir le jour au Canada

Prenons l'exemple du règlement sur la qualité de l'eau potable. Initialement adopté par le Conseil des ministres, en juin 2001, il fut modifié en mars 2002 pour rallonger les délais donnés aux municipalités afin de se conformer aux nouvelles normes. Nous devions être protégés en juin 2002. Cependant, les délais de conformité ont été étalés sur 3, 4 ou 5 ans supplémentaires. La Ville de Montréal a obtenu de pouvoir se conformer au règlement en 2007 seulement. Pour quelle raison? Manque d'argent! Forts de cette expérience, comment croire que le gouvernement trouvera l'argent pour appliquer tous les beaux principes qui composent la politique nationale de l'eau?

Il faut toutefois se réjouir de l'adoption par le Conseil des ministres de cette politique qui équivaut à un livre blanc, vert ou rouge selon le gouvernement. Il reste bien des étapes à franchir pour que ces bonnes intentions deviennent lois et règlements. Même si le Parti québécois est réélu au printemps, et si le ministre Boisclair reste en poste à l'Environnement et à l'Eau, aucune loi ne pourra voir le jour avant l'automne 2003, et il faudra sûrement attendre 2004 avant de voir le bout du nez d'une réglementation. Comme c'est une politique du gouvernement du Parti québécois, s'il n'est pas réélu, nous nous retrouverons à la case départ, puisque cette politique n'a pas été votée par l'ensemble des partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale.

Après la longue marche des citoyens, aurons-nous finalement cette « Loi de l'eau » qui permettrait une gestion responsable de l'eau dans une perspective d'équité, d'accessibilité, de santé publique, de développement durable et de souveraineté collective sur une ressource vitale et stratégique? ●

LOUISE BOIVIN

La récente réforme de l'immigration et l'entente Canada – États-Unis sur le tiers pays sûr risquent d'accroître le nombre d'immigrants en situation irrégulière. Certains d'entre eux préfèrent passer à la clandestinité plutôt que de vivre le retour forcé dans leur pays d'origine ou le renvoi aux États-Unis. Ces derniers n'ont pas bonne presse quant au traitement des demandes et aux conditions de détention des « indésirables » présentés comme des « faux réfugiés » ou des « criminels », particulièrement ceux provenant des pays ciblés par les mesures antiterroristes.

Les conditions de vie dans la clandestinité sont dramatiques, comme en témoigne une des trop rares études sur le sujet, effectuée en 1998, par un groupe communautaire de Toronto (Parkdale Community Legal Services) auprès de 70 personnes. Des familles, dont des femmes enceintes et des mères de nouveau-nés, indiquaient ne pas avoir accès à des soins de santé. La moitié des répondants ne savaient pas où trouver des services de santé, n'ayant pas droit à l'assurance-maladie. Des femmes enduraient d'horribles situations de violence conjugale, craignant de se faire identifier et déporter si elles cherchaient de l'aide. Des enfants ne pouvaient aller à l'école. Environ la moitié des répondants ne se sentaient pas en sécurité dans leur logement à cause de son insalubrité ou de la peur d'être découverts par l'Immigration. L'étude montrait

aussi que les travailleuses et travailleurs clandestins subissaient d'infâmes conditions de travail, parfois dangereuses. Plus de 74 % des répondants gagnaient moins que le salaire minimum; 70 % disaient n'avoir jamais eu de vacances payées; 66 % que leur employeur avait utilisé leur statut d'immigrant pour les menacer; plus de 25 % indiquaient avoir subi du harcèlement sexiste ou raciste au travail de la part de leur employeur ou de leurs collègues.

En 1998, toujours à Toronto, l'idée d'une régularisation des travailleurs immigrants illégaux a été mise de l'avant par le Syndicat des charpentiers (Carpenters Union) alors que des entreprises en employaient certains comme « briseurs de grève ». Après avoir compris la valeur de la vulnérabilité des travailleurs sans papier pour les patrons, le syndicat a choisi le dialogue plutôt que de les prendre comme boucs émissaires. Il s'est ensuite joint à des organismes communautaires pour former la coalition STATUS et revendiquer une régularisation collective. D'après cette coalition, le nombre d'immigrants sans statut au Canada, difficile à évaluer, se situerait entre 20 000 et 200 000, surtout concentrés dans les grandes villes – Toronto, Vancouver et Montréal. Il faut préciser que STATUS définit les « sans-statut » non seulement comme les personnes restées au pays après le refus d'une demande d'asile ou l'expiration d'un visa de travail ou d'étude, mais aussi les aspirants réfugiés en attente d'une décision d'Immigration Canada.

L'AUTEUR EST ÉTUDIANTE
AU DOCTORAT EN SCIENCES
SOCIALES





RÉFUGIÉS DÉBARQUANT
D'UN MYSTÉRIEUX
BATEAU, EN COLOMBIE-
BRITANNIQUE, DURANT
L'ANNÉE 1999,
CANAPRESS/SEAN WHITE



Des régularisations massives ont récemment eu lieu dans plusieurs pays d'Europe (40 000 personnes en Belgique en 1998, 400 000 en Espagne en 1997, 180 000 au Portugal en 1998, d'après l'AFP, le 18 juin 2002), où la politique de fermeture à l'immigration a favorisé la multiplication du nombre de travailleurs clandestins. Toutefois, ces régularisations furent ponctuelles; elles n'ont parfois procuré que des titres de séjour de courte durée, et non une solution à long terme.

Au Canada, la seule régularisation massive a été celle appelée « Opération Mon pays », en 1973, qui a touché 40 000 immigrants. Elle faisait suite à l'adoption de restrictions draconiennes à l'immigration et venait régulariser des dossiers présentés selon les anciennes règles. Pour sa part, le gouvernement du Québec, sous la pres-

sion de la communauté haïtienne et après avoir demandé une étude sur la question à Julien Harvey, a créé un programme de régularisation en 1981 qui a bénéficié à environ 2600 « clandestins » haïtiens. D'autres luttes collectives ont mené non pas à des régularisations collectives mais à des mesures spéciales et partielles de sélection par Québec, avec l'accord du fédéral. Mentionnons celles appliquées en 1999 pour une vingtaine de familles chiliennes ayant occupé l'ancienne église Saint-Jean-de-la-Croix à Montréal et celles en cours pour les sans-statut algériens. Une initiative plus large de régularisation de clandestins de toutes origines au Québec a aussi été tentée par le ministre Gérard Godin en 1981, mais s'est heurtée au refus du fédéral.

Pendant que les mouvements de migration se multiplient pour cause de guerres, de misère, de désastres environnementaux, de besoins temporaires de main-d'œuvre, etc., les pays indus-

trialisés restreignent les droits des migrants, les livrant au marché et nourrissant les préjugés dans un contexte de montée du racisme. L'existence de personnes sans aucun droit et considérées illégales dans nos sociétés dites développées mériterait d'être mieux connue dans ses causes et ses effets. Elle met non seulement en lumière le caractère injuste des politiques d'immigration et des délais de traitement, mais aussi la nécessité, comme le souligne la juriste française Monique Chemillier-Gendreau, de concevoir une citoyenneté universelle sous la juridiction d'organes internationaux, au-delà de l'arbitraire des États nationaux. Une citoyenneté fondée sur l'appartenance à l'humanité. ●

Éclairs d'humanité

FERNAND JUTRAS

Cette tourelle vitrée ornait un bâtiment de trois étages, lui-même juché sur un cap qui s'avavançait en plein centre d'un grand lac des Laurentides. De cette hauteur, le point de vue était extraordinaire. À cause du pignon pointu, l'endroit devenait aussi une cible de prédilection pour la foudre...

C'est pourquoi un paratonnerre robuste enveloppait la tour de ses branches de cuivre et la transformait en parfaite « cage de Faraday ». C'est du moins ce que prétendait un savant confrère, fraîchement diplômé d'une maîtrise en physique. « Absolument sécuritaire », m'assurait-il. Je lui faisais confiance. Me souvenant de cette petite souris, au laboratoire, qui sortait indemne et gaillarde d'une séance d'électrocution parce que protégée par cette fameuse « cage », je commençais à dresser des plans. J'avais 20 ans et j'aimais les orages...

C'est donc dans cette tour exiguë que je suis monté, une fin d'après-midi où se bouscullaient de lourds nuages de tempête. Je n'avais qu'un désir : voir la foudre de près, comme de l'intérieur. Je fus exaucé. Après un long moment de déchaînement de la nature autour de moi, spectacle déjà fascinant, la foudre est effectivement tombée sur la tourelle, ou du moins tout près.

Vous dire ce que j'ai ressenti à l'instant où, dans un immense fracas, j'ai été entouré de lumière et de feu est pratiquement impossible. Le plus impressionnant fut le silence qui a suivi, ou peut-être ai-je été sourd pendant quelques instants. Une curieuse odeur de roussi flottait dans l'air et la nature

autour de moi se tenait immobile, comme terrorisée.

Ces secondes d'effroi ne s'effaceront jamais de ma mémoire. À l'intérieur de moi s'était créé un grand vide. Et une plénitude en même temps. Une sensation qui m'émeut encore, après tant d'années. J'imagine que je venais de vivre, à ma manière, la terreur sacrée (*awe*, en anglais) de ceux qui ont approché le transcendant. Un éblouissement. Un émerveillement total.

Puis-je vous avouer que depuis, j'ai secrètement recherché cette expérience durant toute ma vie? J'aime encore les orages, bien que je sois devenu beaucoup plus prudent et que je ne recommanderais à personne de recommencer une telle folie. D'autres merveilles de la nature m'ont parfois donné un émoi semblable, les aurores boréales, par exemple, les vraies, vues du Grand Nord! Ou encore ces espaces infinis que nous fait découvrir le télescope Hubble... L'art m'a aussi fait vivre des moments très forts, particulièrement la musique et la littérature.

À vrai dire, c'est dans les relations quotidiennes que j'en ai fait le plus souvent la rencontre : dans l'amour et l'amitié. Bien sûr, la vie est habituellement routinière, presque monotone. Mais, de temps à autre, surgissent des éclairs d'humanité, qui émerveillent. Des gestes très simples sont posés, mais inattendus et surtout gratuits, comme ceux que chante Brassens dans sa *Chanson pour l'Auvergnat* : un sourire d'encouragement, un bout de bois donné, un morceau de pain... Le fracas, le feu sont disparus. Mais la plate linéarité est rompue, un plus a surgi, qui illumine et transforme la vie. J'ai eu le bonheur aussi de rencontrer des hommes, des femmes, qui avaient le don de cueillir comme en une gerbe ces moments intenses de vie. Pour les offrir et les partager.

Justement, si je vous ai raconté cette histoire de foudre, c'est dans le but de vous rapporter cette autre, beaucoup plus importante pour moi. J'avais récemment une amie gravement malade qui, à travers son imposant carnet d'adresses, continuait de s'intéresser profondément à chacun de nous, jusqu'au dernier instant. Confrontée à une mort prochaine, elle avait manifestement réalisé l'unique leçon à tirer de cette situation : l'urgence d'aimer ses amis et de partager ses émerveillements.

J'imagine que je venais de vivre, à ma manière, la terreur sacrée de ceux qui ont approché le transcendant. Un éblouissement. Un émerveillement total.

Moi, l'obtus, je ne comprenais pas. Je me disais que c'était à nous de penser à elle et non l'inverse. Je n'osais même pas l'appeler, de peur de la déranger. Mais c'est elle, un soir, qui s'est dérangée pour me rejoindre. Une conversation téléphonique de quelques minutes à peine, où c'est surtout elle qui a parlé. Des mots simples, essentiels, qui me soulevaient comme un grand vent. Éblouissement total. Jamais je n'aurai été aimé avec autant d'attention et de délicatesse.

Me croiriez-vous si je vous disais que le soupir que j'ai poussé, en refermant l'appareil, ce soir-là, était le même que le jour de l'orage? ●

L'idéologie du changement

JEAN-CLAUDE RAVET

Il n'y a pas si longtemps – mais ce temps serait-il déjà si lointain? – l'histoire dans la modernité était considérée comme l'arène des luttes d'émancipation sociale et politique. Paysans et ouvriers devenaient acteurs de leur devenir. Ils s'arrachaient du carcan qui les condamnait à subir leur sort comme une fatalité, l'ordre social reflétant alors un ordre divin, immuable. Les êtres humains redécouvraient leur pouvoir de transformer le monde et donnaient naissance à l'utopie littéraire et sociale. La modernité amorçait l'ère des révolutions, des luttes sociales : temps d'expériences collectives de liberté et de libération dans lesquels les mouvements sociaux actuels prennent leur source.

En même temps que cette modernité émancipatrice prenait forme, la modernisation industrielle, mettant en œuvre et à profit les potentialités du savoir technique, lançait le monde dans l'« aventure » du progrès. Modernité et modernisation ont été souvent confondues, mais à tort : l'une renvoie au pouvoir de la parole et de l'action et s'enracine dans l'épreuve de la liberté et de l'autonomie; l'autre est du ressort de la technique, mue par une logique instrumentale. Sans être incompatibles, elles sont cependant irréductibles l'une à l'autre. À telle enseigne que la modernisation s'est développée effectivement en neutralisant et en confisquant la modernité en question. La rationalité instrumentale, efficace et utile, certes, dans l'univers des marchandises et de la technologie, tend à avaler, phagocyter une rationalité propre aux affaires humaines, où la parole et l'action, médiatisées par les symboles et l'imaginaire, sont fondamentales.

Les sociétés modernes ont été conquises au double sens du terme – à la fois obnubilées et envahies – par la puissance phénoménale et le mode de fonctionnement de la technique qui libère du devoir de jugement, évacue les conflits réduits à de simples dysfonctionnements temporaires, exempte de tout débat et projet de société qui ne peuvent que distraire de l'essentiel : la marche galopante et impérative du progrès et du marché. Que celle-ci laisse en rade une multitude d'humains, considérés de trop et superflus, cela relève de considérations

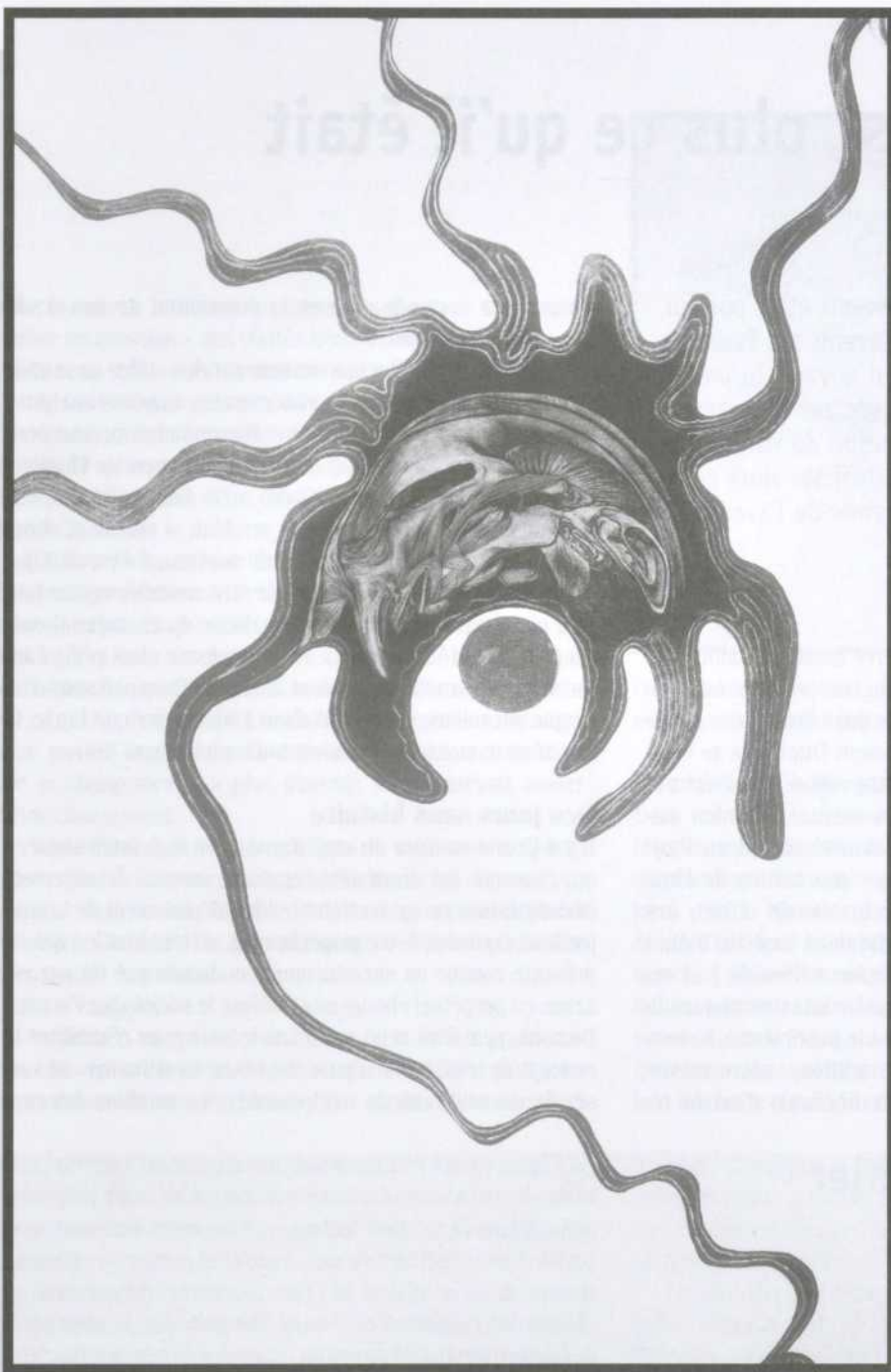
techniques. Qu'elle réduise les êtres humains en spectateurs de leur propre devenir, et les citoyens en consommateurs et clients, ou pire en investisseurs attentifs à tirer profit de leurs investissements dans l'entreprise étatique, cela est l'ordre des choses. Qu'elle libère les fantasmes les plus délirants qui hantent notre imaginaire en les rendant techniquement réalisables, cela se justifie par la règle d'or : tout ce qu'il est possible de faire doit être fait! Ainsi sommes-nous devenus prisonniers du mythe d'un progrès qui octroierait grâce à ses processus objectifs, impersonnels, « naturels », le bonheur et l'émancipation de l'humanité.

Le changement est devenu une idéologie pernicieuse parce qu'invisible, infiltrant les rapports humains, générant apathie, impuissance et mutisme, cherchant à déposséder les hommes et les femmes du pouvoir de s'engager dans l'histoire et de transformer le monde. L'avenir n'est ouvert qu'à la technique et au marché autorégulateurs, non à l'humain en tant que tel. On proclame la fin de l'histoire, désormais achevée avec le néolibéralisme, et l'ère de la posthumanité soumise à la technique.

Le changement voudrait signifier désormais résignation et adaptation. La présente période préélectorale en offre un bon exemple, avec ces partis « gagnants » qui se l'approprient comme mot clé de leur politique, si ce n'est comme slogan à l'ADQ, politique demeurant la plupart du temps l'apanage d'experts en prévisibilité et adaptabilité managériales.

Le label « nouveau » est accolé à toute chose comme une marchandise qu'on veut vendre. Mais qu'est-ce qu'un changement devenu exigence quotidienne, sinon la reproduction du même sous un emballage différent? Toute nouveauté flétrit aussitôt qu'elle paraît, chassée par une autre tout aussi mort-née. Et dans ce tourbillon effréné de marchandises, d'images, de slogans, de discours martelés à la gloire d'un changement dont nous serions devenus spectateurs, dans lequel nous sommes aspirés, c'est le monde commun qui est menacé, lequel implique à la fois l'idée d'œuvres durables et de mémoire, mais aussi de paroles et d'actions inaugurales instituant la société et orientant son devenir. Ce qui tient lieu de monde n'est souvent plus qu'une place de marché où transitent les marchandises et des valeurs – êtres comme choses – se transmutant en profits.

Il est nécessaire de dénoncer cette idéologie paralysante qui contamine nos manières de voir, de penser et d'agir. La mobilisation collective en faveur des droits sociaux et poli-



RENÉ DONAIS, *DÉMORPHOSE*
ANAMORPHIQUE, EAU FORTE,
2001

tiques contre la mondialisation néolibérale, les OGM et la logique de guerre américaine ranime l'espérance. « Ce qui est » peut être subverti par la puissance de « ce qui n'est pas encore », prenant naissance dans les initiatives d'hommes et de femmes qui font de la liberté autre chose qu'une statue brandissant le glaive de l'immuable. En créant des espaces de lutte sociale et de résistance... où l'action est « la sœur du rêve », mais non le rejeton de l'air du temps.

« La révolution est la locomotive de l'histoire, dit Marx. Les révolutions seraient plutôt l'empoignade du frein d'urgence par l'humanité qui voyage dans ce train! »

WALTER BENJAMIN

L'avenir n'est plus ce qu'il était

Dans les sociétés modernes, l'avenir était porteur d'une promesse. Aujourd'hui, l'avenir est évacué au profit du futur menaçant qui envahit le présent immédiat et s'impose à nous avec ses programmations, ses prévisions, sa prévention de risques de toutes sortes et son contrôle. Difficile alors pour les partis politiques de se réclamer de l'avenir.

JEAN-PHILIPPE WARREN

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR AU
DÉPARTEMENT
DE SOCIOLOGIE
ET D'ANTHROPOLOGIE
DE L'UNIVERSITÉ
CONCORDIA

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la société québécoise était bouleversée en profondeur par des changements dans l'ordre des structures et des symboles, le gouvernement Duplessis se complaisait obstinément dans le rabâchage de slogans creux et s'accrochait à des traditions sénescents. L'Union nationale représentait l'ordre et la sécurité devant un Parti libéral cherchant à ouvrir le Québec aux invites de l'histoire. Durant la campagne électorale de 1948, les électeurs pouvaient lire une publicité dans laquelle il était affirmé que « les candidats de l'Union nationale [...] représentent ceux qui [...] veulent garder intactes nos traditions nationales. De notre côté, c'est le patriotisme, la conservation de nos droits et de nos traditions, notre survie, tandis que de l'autre, du côté des libéraux, c'est le re-

niement, la centralisation et la disparition de nos traditions les plus chères. »

L'élection de 1960 a non seulement fait souffler un vent de changement sur la province, elle a semblé à maints analystes une sorte d'entrée dans l'histoire. Pierre Vadeboncoeur écrivait que le Québec accédait enfin au mouvement de l'histoire après être resté pendant 100 ans « en dehors du temps ». Parce que le règne de Duplessis semblait si odieux et si oppressant dans le mythe de la Grande noirceur, il s'ensuivit que toutes sortes de notions finirent par être assimilées en un tout plus ou moins cohérent. Le nationalisme du chanoine Groulx avait représenté la « mort », le cléricisme avait réifié l'autorité et les traditions avaient renforcé l'immobilisme d'un peuple silencieux. On en vint donc à s'imaginer que la vie, la liberté et le mouvement étaient indissolublement liés.

Des jours sans histoire

Il y a là une manière étrange d'envisager le devenir : tout ce qui conserve est désormais considéré comme virtuellement décadent; tout ce qui restreint le libre déploiement de la subjectivité équivaut à un empêchement d'être; tout ce qui se présente comme un enracinement condamne une vie par essence en perpétuel changement. Même le sociologue Fernand Dumont, peut-être celui qui a fait le plus pour réhabiliter le concept de tradition, n'a pu s'empêcher, en définitive, de verser du vin neuf dans de vieilles outres. La tradition demeure

Contradictions d'hier et d'aujourd'hui

MARTINE PAQUETTE

La mise en place d'un État-providence, après la Seconde Guerre mondiale, visait l'émancipation et l'épanouissement collectifs sous l'égide de la solidarité, de la justice sociale et de la responsabilité collective. L'État-providence a mis de l'avant l'idée que la vie en société comporte des risques pour les individus et que l'État doit les assumer. Une série de programmes universels, dans le but de protéger de la maladie (assurance-hospitalisation et assurance-maladie), de la perte d'un emploi (assurance-chômage et aide sociale), des conséquences de la retraite (régime de rentes), ont donc vu le jour. L'individu n'avait plus à s'en remettre aux aléas de la charité et du destin. Désormais, un filet social le retenait grâce à un État qui se substituait à la Providence, reconnaissant à chaque citoyen le droit à l'assistance. Ce grand bouleversement embrassait un projet politique.

L'âge d'or des politiques sociales a pourtant engendré une série de paradoxes dont les conséquences sont palpables aujourd'hui. La gestion technocrate de ces « assurances et protections collectives » a eu comme effet pervers de masquer le sens de la solidarité et l'idée fondamentale que tout un chacun est responsable de tous. Les individus se sont paradoxalement sentis de moins en moins solidaires de la société. La reconnaissance de la diversité des groupes et des droits a conduit à une inflation de demande de droits et à une mosaïque de groupes sans liens entre eux. La production et la consommation de masse ont été aveugles aux conséquences à moyen et à long terme, notamment en matière d'environnement. Les gouvernements, de leur côté, n'ont cessé d'accumuler des déficits budgétaires. Comme si, à ce moment-là, seul le présent comptait.

Néanmoins, la pierre angulaire de cette volonté de changement radical manifeste à la fin des années 1950 au Québec, et dans la période de l'après-guerre en Occident, était bel et bien l'idéal d'un monde politique et moral meilleur, tant pour les individus que pour les sociétés, dont l'État se porterait en quelque sorte garant. Les « Trente Glorieuses », qui ont pris fin avec la crise économique et politique des pays capitalistes

pour lui une « invention incessante » et une « continuelle remise en question » des vérités héritées ou révélées.

Au sens strict, cela n'a rien de moderne. La modernité faisait de la vie une exigence morale; de la liberté, une quête de l'universel; et du mouvement, une téléologie. Le Québec des années 60 est loin d'une telle conception. Tout ce qui peut être expérimenté enrichit l'être. Tout ce qui abolit les contraintes élargit la liberté.

L'Action démocratique du Québec (ADQ) est, tout compte fait, le digne héritier de cette nouvelle ontologie du changement qui a pris corps dans les années 60. Ce parti ne fait que prolonger et radicaliser un procès qui a taraudé depuis 40 ans les institutions québécoises. Il arrive à son heure pour annoncer ce qui est d'ores et déjà la réalité contemporaine. Il ne menace pas de bouleverser l'avenir; mais montre au contraire que le changement n'a plus d'avenir, sans pourtant cesser d'être changement.

Aujourd'hui, que nous le voulions ou non, nous ne participons plus à l'espérance du progrès moderne. Aujourd'hui, les jours qui se succèdent n'ont plus à proprement parler d'histoire. Demain n'est plus une plage de l'avenir, mais une opportunité du présent.

Je m'explique.

Au Québec, on parle depuis 20 ans de la fin des grands récits. Mais encore faudrait-il se demander si l'histoire peut exister en dehors du sens de l'histoire. Que signifie l'histoire quand

avancés, palpable à la fin de la décennie 1970, relèvent non seulement d'une fulgurante croissance intensive et d'investissements gouvernementaux massifs dans de nombreux domaines à cette époque du *nation-building*, mais aussi d'une utopie du bien-être collectif.

De celle-ci, que reste-t-il? Le monde se trouve confronté à des transformations majeures. La mondialisation, telle qu'elle se déploie depuis une quinzaine d'années, est souvent perçue comme un rouleau compresseur uniformisant le monde sur les plans culturel, économique et politique, sous la gouverne d'un nombre très restreint de monopoles et d'organismes qui indiquent avec succès aux gouvernements les chemins de la « performance » à suivre.

Depuis la fin des années 1990, les critiques de ce « nouvel ordre mondial » fusent de toutes parts : accentuation des inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, domination des intérêts privés et économiques sur le bien public, marchandisation de la vie, etc. Comme l'État-providence, le modèle néolibéral n'est pas exempt de profondes contradictions. Le FMI, par exemple, dont le rôle officiel est de « conseiller les gouvernements dans le domaine financier », encourage le Canada à ratifier l'accord de Kyoto et l'enjoint parallèlement



l'événement éclate au gré des multiples contingences qu'il avait justement pour tâche autrefois de transcender?

RENÉ DONAIS,
SANS TITRE,
EAU FORTE, 2002

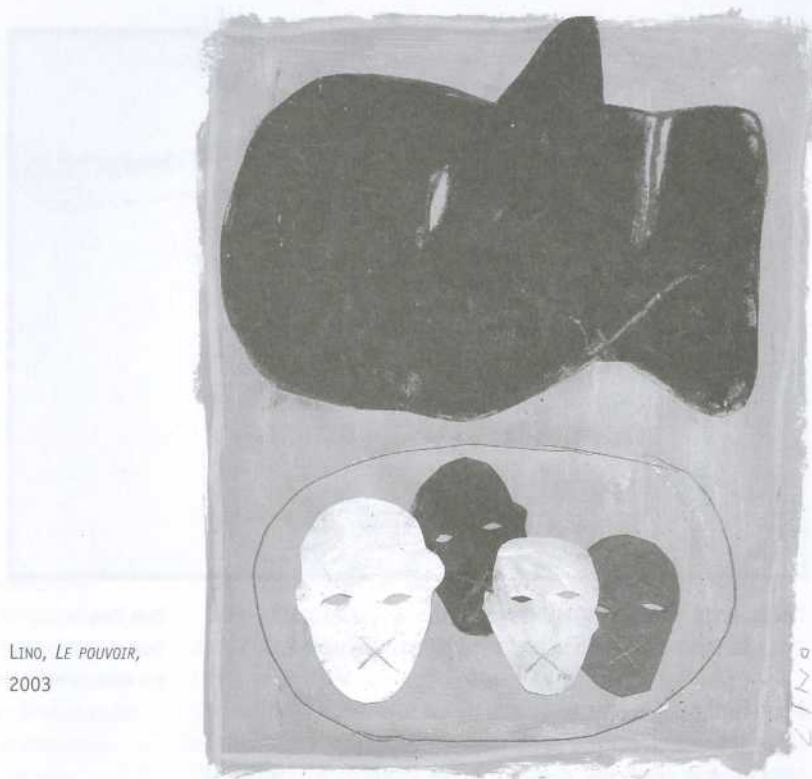
Une histoire sans acteurs

Dans les sociétés dites primitives, « l'homme » cherchait à inscrire son existence dans un ordre symbolique, global et transcendant. Dans les sociétés modernes, il tendait ses efforts vers la réalisation d'un idéal téléologique, le progrès. Aujourd'hui, il ne lui est demandé ni l'un ni l'autre. Ouvrir les marchés, libérer l'économie, réformer l'État et la bureaucratie, mondialiser : ces slogans qui nous obsèdent n'ont pas besoin d'autres justifications que leur nécessité fonctionnelle *hic et nunc*. Les politiciens, les journalistes, les économistes, tout le monde est d'accord pour dire que les nations n'ont pas

à ne pas augmenter le budget de la santé! Les savants calculs financiers qui préudent à ces prescriptions, présentés comme des arguments d'autorité, masquent en fait les valeurs au fondement des décisions politiques.

Le véritable problème, comme l'a souligné Pierre Rosanvallon dans *La crise de l'État-providence*, n'en est pas un de liquidités publiques, mais de choix de société. Ainsi, la décision d'investir dans l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'éducation, ou dans l'accès à Internet, ne relève pas de la présence ou de l'absence d'argent, mais de valeurs sociales qui incitent à donner la priorité à un domaine plutôt qu'à un autre.

Bien que les politiques sociales continuent d'exister, leurs assises se trouvent fortement ébranlées. L'utopie du bien-être collectif semble faire les frais de la contradiction à laquelle nous faisons face aujourd'hui, soit cette perte des visées politiques qui doivent prendre en compte l'idée d'un monde meilleur et durable et les nécessités économiques qui ne retiennent froidement que la rentabilité immédiate. On ne peut cependant affirmer rondement que le bien-être individuel et collectif est définitivement battu en brèche.



LINO, *LE POUVOIR*,
2003

d'autre choix que de suivre des politiques qui ne réclament nul sens transcendant pour s'imposer aux consciences des citoyens-contribuables. Il n'est exigé de ceux-ci, en définitive, que de s'adapter à un changement dont ils ne sont pas les auteurs.

À l'évidence – qui le nierait? – le changement continue d'exister dans les sociétés postmodernes. À voir les modes s'accélérer à un rythme effréné, les technologies se révolutionner, les cultures broyées sous les coups de butoir d'innovations innombrables, on peut se demander si le monde n'a jamais été plus véloce, plus mobile, plus cinétique. Chaque fois, pourtant, nous ne sommes aucunement sollicités pour provoquer ces changements, ou même pour les diriger, comme à l'époque moderne, en les faisant tourner au profit d'une orientation générale de la destinée des sociétés. Nous devons juste nous y adapter.

C'est en ce sens qu'on peut dire, avec Michel Freitag, dont j'emprunte ici le raisonnement, que le changement est devenu la forme concrète de l'existence contemporaine. Pis, car l'existence doit devenir elle-même changement, c'est-à-dire qu'elle doit, dans sa malléabilité, dans sa disponibilité et sa plasticité, devenir l'espace vide où implanter l'attirail des programmes de son adaptation au monde; qu'elle doit devenir la case où inscrire tous les messages informes de sa correspondance *right in time* avec le réel.

On démontre, à coups de tableaux statistiques, de graphiques, de savants schémas, qu'il existe des tendances lour-

des auxquelles nul groupe ne saurait échapper. Qu'il existe des mouvements mécaniques et anonymes de civilisation qu'il est impossible d'éviter. Que devant ces tendances et ces logiques impersonnelles, l'homme actuel n'a d'autre choix que de se mouler sur son nouvel environnement – lequel tend, par ailleurs, à englober par couches successives le monde entier (l'environnement familial, scolaire, naturel, social, l'environnement du travail, etc.).

On assiste à la disparition progressive des finalités individuelles ou collectives au fur et à mesure que la nation laisse à des experts, des spécialistes, des professionnels le soin de définir le comment et le pourquoi de ses programmes infinis. On ne parle plus du réel, dans son ontologie, sa vérité ou sa genèse; on veut agir sur lui, le manipuler, on veut le contraindre, le réguler, l'opérationnaliser. Le programme de l'ADQ est révélateur de cette tendance poussée à l'extrême. On y parle avec véhémence de la sclérose du Québec, de son immobilisme, de son apathie confondante, afin de mieux mettre de l'avant un affairisme généralisé dans tous les domaines de la vie privée et publique qui vise à rationaliser l'ensemble des pratiques humaines. Tout doit se transformer, tout doit bouger, tout doit changer pour l'ADQ, mais pour que tout soit accordé, acclimaté, par un ajustement permanent.

L'individu lui-même doit organiser sa vie en veillant à ce que les pédagogues définissent les méthodes les plus efficaces de son apprentissage scolaire, à ce que des conseillers en orientation décident pour lui de son emploi, à ce que des conseillers matrimoniaux gèrent sa vie de couple, à ce que des organisations alimentaires le conseillent dans le choix de sa nourriture. La liste de ces planifications existentielles peut s'allonger indéfiniment. En bref, il s'agit d'abord de s'intégrer au marché de l'emploi, aux divers programmes étatiques, à la nouvelle donne économique, aux communications électroniques – et le reste à l'avenant. Ensuite, une fois qu'on y est,

il n'y a plus qu'à s'adapter activement et féroce-ment à son nouvel environnement.

Les exigences du futur

Il n'y a donc plus de progrès. Le progrès, personne n'en parle plus, personne n'y croit plus vraiment. Et

surtout pas l'ADQ. Il ne s'agit plus pour les adéquistes de planifier l'avenir. Il s'agit plutôt pour ce parti de s'adapter au futur, ce qui est passablement différent. Pour utiliser une formule lapidaire, disons qu'on ne prépare plus l'avenir, mais qu'on s'y prépare, avec pour résultat que l'avenir est peu à peu évacué au profit du futur.

Or, le futur n'est pas une promesse indéfiniment ouverte comme l'avenir. Il constitue le résidu de l'avenir qui, parce qu'il s'offre à la programmation, à la prévision, au contrôle, est déjà un peu présent. À la limite et idéalement, le futur est le présent, en ce sens qu'il désigne cette plage de l'avenir,

Aujourd'hui, pour la première fois de façon aussi radicale, l'avenir que la modernité s'imaginait être une promesse se définit comme une menace.

venue vers nous par le jeu de nos appréhensions, qui cherche sans cesse à recouvrir l'immédiateté du présent. Vivre, c'est certainement, maintenant comme toujours, connaître des attentes, faire des prédictions, vibrer d'espoirs, éprouver des craintes. Seulement, aujourd'hui, pour la première fois de façon aussi radicale, l'avenir que la modernité s'imaginait être une promesse se définit comme une menace.

Il faut donc le prévoir, c'est-à-dire qu'il faut transformer l'avenir en futur en prévoyant toutes les conséquences de nos actes jusque dans leurs moindres détails. Jadis, l'inquiétude provenait des incertitudes qu'entretenait l'avenir. Maintenant, les incertitudes viennent plutôt de l'accumulation en bloc de toutes les certitudes. On s'inquiète de l'avenir de tout : de la jeunesse, de l'économie, de la famille, de l'écologie, de la planète, du tiers-monde, de la culture, de « l'avenir de la mémoire » ! L'avenir était tout entier une promesse, le futur est tout entier une exigence, et une exigence de plus en plus lourde à porter.

Tout doit être prévu... jusqu'à l'imprévisible. Il faut estimer la possibilité qu'une comète percute dans un million d'années la planète, anticiper la crise du verglas, planifier la dénatalité, calculer l'impact des nouvelles technologies. On peut alors

établir des pronostics, supputer des coûts, monter des programmes et s'ajuster en fonction de cette réalité tangible qu'est devenue pour nous cette réalité lointaine – serait-elle purement virtuelle et largement hypothétique – de l'avenir transformé en futur...

Nous voilà bien loin du « Tout est politique! » de mai 1968; nous voilà également loin, très loin de l'histoire. Il restera toujours de l'histoire, je l'accorde, et peut-être en un sens y en aura-t-il de plus en plus. Rien de ce que je viens de dire ne pourrait laisser supposer le contraire. Toutefois, ce sera comme la philosophie qui est devenue une sagesse, ou comme la sociologie qui est devenue une sociotechnologie. La vogue pour l'histoire des représentations, le roman historique, les grandes fresques, les biographies; la vogue pour cette chose si vaine qu'on appelle l'histoire de l'immédiat ne montre-t-elle pas que l'histoire contemporaine n'est plus que la forme vide d'une conscience qui tente désespérément de retrouver quelque part le sens qui lui manque? Elle le fait désormais en dehors de l'événement qui lui échappe. De tous les oiseaux, les rossignols qui ont les yeux crevés, dit-on, ont le chant le plus fol, le plus mélodieux, le plus suave au printemps. ●

Plus ça change, plus c'est pareil.

Plus c'est pareil, plus ça change.

JACQUES MASCOTTO

La dissolution de toutes les conditions sociales, économiques et culturelles est le fonctionnement normal du capitalisme. Karl Marx n'a eu de cesse de le rappeler : « La seule limite du capital, c'est le capital lui-même. » La promulgation-diffusion de la « révolution » ne pose jamais de problèmes aux classes dirigeantes, si ladite « révolution » concerne l'expansion de la maîtrise du capital : « révolution managériale », « révolution technologique », « révolution tranquille », « révolution de velours », « révolution sexuelle », etc.

Si les temps sont devenus difficiles pour la révolution – cynisme, opportunisme, conformisme, système carcéral – les experts en communication, comme s'ils pressentaient un danger pour la psyché capitaliste, s'empressent de sonner les cloches de la mobilisation, du mouvement et des grandes manœuvres.

Ainsi durant l'embellie néolibérale des années 1980-1990, on a pu assister à un curieux spectacle : AT&T, compagnie de câble et de téléphone, était représentée par un concurrent sous la guise d'un Lénine vieillissant, pendu par des jeunes « révolutionnaires ». La compagnie Volkswagen sortit le slogan : « 1968 = A, 1988 = W – vous avez fait des progrès en orthographe » ; Apple, désireuse de partager ses connais-

sances, étalait des affiches du genre : Marx, Lénine, Staline, Mao – Macintosh. « Il était temps qu'un capitaliste fasse une révolution! » Cette période se représentait comme la « révolution reaganienne » et le *Wall Street Journal* adopta comme devise, inscrite au-dessous du titre - *Adventure in capitalism*. Tony Blair, à l'échéance d'un siècle agonisant, était censé diriger la *Revolution of the New Labour*, etc.

La logique culturelle du capitalisme postmoderne exploite l'imaginaire du changement sous toutes ses formes – *Be the First to Beat Yourself!* D'un côté, il s'agit de presser au maximum le citron des penchants pervers des individus pour qu'ils puissent se vendre comme « créateurs » et transformer leur psyché en entreprise de démolition de tous les habitus; de l'autre, il est question d'assimiler la vie précaire à la condition d'artiste et de *Genius* adepte de la nouvelle bohème qu'est, paraît-il, le « nomadisme », c'est-à-dire le désœuvrement et le déracinement.

Le capitalisme postmoderne se distingue du capitalisme moderne par un programme systématique de forclusion de la politique. La rhétorique des droits et libertés, la promotion de la société civile, l'adoubement des ONG, sacrées « avant-garde de la société civile mondiale », divulguent un hyperactivisme, fondamentalement impuissant, de la victime et de la plainte, qui est censé témoigner de la splendeur de la « nouvelle citoyenneté » et attester l'authenticité, l'humanité des rapports sociaux assimilés à des relations de surveillance réciproque (*caring*) et des comportements « civilisés » soumis à l'approbation de la police et des juges.

Le capitalisme postmoderne bouleverse tout, c'est entendu – fors la constitution, sacrée, intouchable matrice; ainsi les États-Unis ont la plus vieille constitution du monde et elle est

L'AUTEUR EST PROFESSEUR
AU DÉPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE DE L'UQAM

La décomposition du temps

Dans la Bible, l'écrivain Qohélet constate avec cynisme qu'il n'y a « rien de nouveau sous le soleil » et que « tout est vain, recherche de vent ». Loin de le décourager, sa lecture pessimiste de la vie force au contraire le lecteur à chercher ses appuis ailleurs que dans le monde présent. Le texte ci-dessous a des accents qohélétiens. Les images dont il est porteur sont là pour nous réveiller.

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR TITULAIRE
AU DÉPARTEMENT
DE PHILOSOPHIE
DE L'UQAM

S'il est vrai que la machine transforme le sujet humain en automate, cela ne tient pas aux exigences de vitesse des technologies mais au fait que chacun des gestes ne s'inscrit jamais dans une durée signifiante. Chaque mouvement n'est que la duplication d'un précédent : un instant martelé dans un temps vide. Ainsi, l'existence du sujet moderne n'a lieu que dans la circulation entre des blocs de temps vide : temps de travail sans signification, temps de divertissement comme ce qui permet de consoler du non-sens de l'activité rémunératrice et, finalement, temps de la retraite où les effets conjoints de ces deux blocs se referment définitivement sur le sujet dans l'espérance du prolongement biologique.

Le monde qui se referme sur nous s'établit alors sur le rêve tourné vers des objets, des vedettes, des voyages, de la désertion de tous les enjeux éthiques qui prendraient plus de trois minutes à expliquer. Il ne carbure qu'à l'émotion rapide : la guignolée, les scandales sexuels, les enfants hospitalisés. Tout ce qui demande la remise en question de sa propre situation dans la chaîne de l'horreur ordinaire ne saurait être entendu. Règne l'incapacité de formuler une interrogation éthique en dehors de ce même cadre spectaculaire. Nous

► assimilée à une œuvre divine; le changement, paraît-il, est la clé du succès et de l'adaptation – à condition de garder toujours les mêmes au pouvoir, de garder les mêmes partis, à condition de renforcer et de perpétuer la même domination occidentale sur le monde et, surtout, le même fantasme – la maîtrise totale, inconditionnelle sur l'humain...

Pour perpétuer ce fantasme, il est devenu nécessaire de changer l'inchangeable : faire advenir le règne du posthumain... Ici la révolution prend tout son sens : l'obligation de préserver l'humanité, contre elle-même – peut-être... En attendant, la perspective d'une « humanité globale », indifférenciée, stimule toutes sortes de métastases de l'identité spéculaire qui gravitent autour du Grand Maître, passif, capteur de toutes les énergies.

vivons au milieu de décombres invisibles. Dans l'encombrement, la distraction et l'oubli bien en dessous du niveau de l'amer.

Personne ne s'interroge encore sur les conséquences pour l'esprit humain de ce que signifie naître dans une civilisation de l'excitation salivaire envers l'aliment décongelé, de l'érection médicamenteuse et de la bonne humeur pharmaceutique. Nous pressentons déjà un prochain niveau d'accélération, d'expropriation du soi où chacun des gestes simples qui ont constitué l'humanité vont disparaître irrémédiablement du champ de la conscience historique.

L'endormissement virtuel

Tout se passe comme s'il s'agissait de soumettre, dans l'abolition concertée d'un monde commun, l'ensemble de l'univers de la consommation à la consommation du principe de plaisir. Le monde n'apparaît plus dans l'espace partagé, mais dans celui de l'illusion personnalisée entretenue par l'étude des

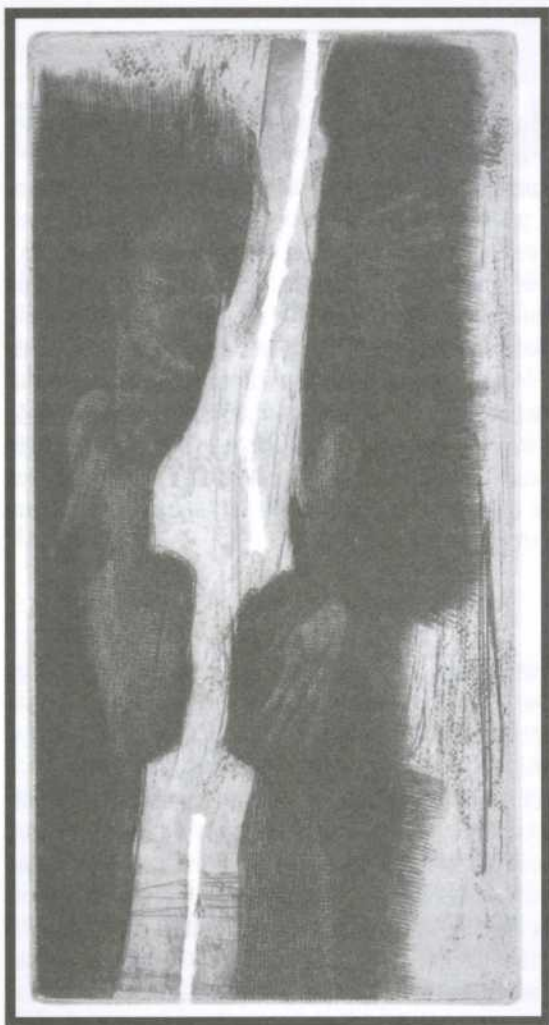
Pas de narration, des éclaboussures, des images superposées, une vie en déficit permanent de sa représentation ou se rêvant désespérément ailleurs que dans sa condition locale et lente...

comportements et décuplée par l'abondance d'objets. Être informé de tout signifie en clair : préférer ne rien savoir. Jouissance sourde du mécanisme qui permet de dominer toute représentation incommode.

Dans l'aménagement planifié d'un univers qui ne finit par exister que pour chacun, les consommateurs se prêtent continuellement à des séances d'essayage, mais il s'agit à chaque fois de choisir des modèles améliorés d'habitudes alimentaires ou vestimentaires, de petites camisoles de force. Dans cette magie renouvelable, chacun imagine choisir, acquérir quelque identité par la sélection même des produits. L'emmurement et l'enveloppement par le papier peint électronique forment désormais toute la consistance de l'horizon intime : pas de narration, des éclaboussures, des images superposées, une vie en déficit permanent de sa représentation ou se rêvant désespérément ailleurs que dans sa condition locale et lente...

J'aime voir dans l'univers immédiat les effets d'une dilution massive des impératifs visuels : le paysage qui, peu à peu, s'impose comme la carte pulsionnelle de la soif, de la faim sans raison, inscrit silencieusement un désir de vêtements, de voyages, de copulations. Puissance d'un dispositif qui finalement fait ensuite passer toute envie de penser par soi-même.

Esthétique de la prothèse, exercice d'une tyrannie délicate des centres nerveux, des inclinaisons, de l'envahissement du



champ de vision comme l'ultime étape d'une domination politique accomplie. Nous sommes bien à l'époque des hyperliens. La navigation dans le cyberspace : une figure de style pour dire l'enfermement, la roue d'exercice dans laquelle des rongeurs expérimentaux s'évadent, convaincus de l'existence de leur liberté de mouvement.

Il existe une puissante envie en chacun de ne point y être pour personne ni même pour soi : douceur de la flottaison, de la dérive hypnotique, de l'engourdissement sans impressions désagréables. Or, la technologie de l'image monte le redoutable dispositif de cette étourderie, la mécanique analgésique de cette absence surveillée : prothèse d'images faites sur mesure pour palier l'inanité du temps qui s'écoule sur les corps.

Des mouvements réflexes

Émile Durkheim, un des fondateurs de la discipline sociologique, faisait le constat suivant au début du siècle dernier : « Un agent doué de conscience ne se conduit pas comme un être dont l'activité se réduirait à un système de réflexes ; il hésite, tâtonne, délibère et c'est à cette particularité qu'on le reconnaît. L'excitation extérieure, au lieu de se décharger immédiatement en mouvements, est arrêtée au passage, soumise à une élaboration *sui generis*, et un temps plus ou moins long s'écoule avant que la réaction motrice apparaisse. Cette

indétermination relative, n'existe pas là où il n'existe pas de conscience, et elle croît avec la conscience. » (in *Sociologie et philosophie*, Paris, PUF, 1967, p. 3).

Nous devons plutôt entendre l'exact opposé, soit notre présente condition : un état de consommateur continuellement bombardé par un faisceau d'incitations à des réflexes économiques, submergé de voix, écartelé sous la sollicitation d'un milieu sans altérité. Le débranchement d'un câble Internet ou l'interruption du signal satellite intercepté par la soucoupe de capture des ondes de télévision porte davantage à conséquence sur le sujet de la modernité que la réalité de la plus cruelle injustice sociale. La finalité médiatique d'une société de consommation consiste à ne jamais détendre la charge d'excitation qui commande à l'arc réflexe de la circulation, de l'achat, de la communication entre les atomes de ce réseau. Ni élaboration, ni délibération lente.

Tout contribue à une accélération des exigences quotidiennes pour que chacun ne puisse répondre que par une conduite involontaire, par mouvements réflexes tenter de donner le change à une suite de sollicitations intempestives. Finalement, ne plus s'appartenir dans une vie de pantin environné de ficelles de toutes natures initiant des mouvements prévisibles sans décider vraiment, une politique de l'inclinaison de particules dans un tube électriquement chargé. « Le flux des images emporte tout » (Guy Debord).

Nous vivons ainsi dans les sociétés de consommation sous le régime des automatismes individuels et collectifs. La modernité emprunte le corridor de l'automation, la sortie côté cour hors du soi responsable. Elle impose la non-pensée de l'image, du déjà vu, du préfabriqué des comportements. La technologie massive du cyberspace investit de toute une puissance de divertissement cette « ivresse froide » d'échapper à sa condition locale : surfant ou zappant dans la poursuite d'une vie parallèle arrachée à toute gravité ou conséquences.

La fin des narrations

L'horreur du présent pousse à ne respirer que par l'univers publicitaire du « concept », de l'imaginaire personnel désormais sponsorisé qui encrasse la tête jusqu'à l'article de la mort. Nous n'avons guère plus de densité que des silhouettes découpées à l'endos des produits que nous aimons. Manufacture de la subjectivité, je ne me détache d'un âge que pour m'attacher à d'autres objets de consommation. Il m'arrive d'apercevoir dans les grandes surfaces, en dehors des heures d'affluence, marchant sur les solives et les charpentes d'un rêve évanoui, les somnambules, consommateurs à code barre au dos, méduses d'étiquettes échouées.

Les images viennent se ranger là où avant ça racontait, à la place du sens. Spots publicitaires : il n'importe plus de s'orienter dans la pensée, mais il importe de suivre du regard le lyrisme froid des parcours qu'emprunte la diffusion cauchemardesque des réseaux. Docilité ultime qui passe par la capture de l'œil, une fois que l'esprit débordé n'a plus qu'à

RENÉ DONAIS, *SANS*
TITRE, EAU FORTE,
2002

se conformer au plan de l'émetteur, à ne s'imaginer que dans sa dimension instrumentale de paysage jetable. Penser avec les yeux en s'absentant de soi-même. Transparence de l'homme numérique qui ne cherche qu'à toujours être percé davantage. Misérable fakir.

L'élaboration d'une pensée construite, logique, répugne d'ailleurs à nombre de nos contemporains. Qui ont eux-mêmes par un effet de conditionnement dans leur ordinaire, déserté tout désir de s'organiser des repas élaborés, d'entreprendre de longues conversations, de communiquer avec leurs voisins immédiats. Simplification de tout vers le pire. « L'autre ne provoque plus la détestation, il suffit de zapper pour l'éviter. L'homme du ressentiment dans le monde réel engen-

dre un cybernauta voué au divertissement et au consentement. » (Marc Guillaume, *L'empire des réseaux*)

L'exaltation d'un soi fictif dans une société de consommation permet le mieux d'apercevoir l'invraisemblable souffrance de l'incarnation au milieu de dispositifs pré-installés : faim, soif, oppression de la chaleur caniculaire, sentiment de solitude. L'idée de vivre à l'insu d'une perpétuelle contrainte ou de subir une dépendance permanente vis-à-vis de tous les objets de consommation, les saveurs primaires, les somnifères, les antidépresseurs décrit l'état simplifié du sujet de la modernité. Une force impersonnelle aussi de désintérêt général pèse – comme une fine pellicule grasse sur le visage les jours de canicule – sur une possible récollection pour chacun d'un récit cohérent de soi. ●

L'Église doit-elle changer?

ROBERT MAGER

De prime abord, l'Église catholique entretient un rapport paradoxal avec le changement. D'une part, elle est née de l'annonce d'un changement radical dans le monde. D'autre part, elle est devenue, du moins en Occident, un emblème de la résistance au « progrès ». Il importe de bien saisir les termes de ce paradoxe pour comprendre ce qui doit véritablement changer dans l'Église.

Il faut d'abord rappeler que la nouveauté est inhérente au christianisme. Que cette affirmation puisse surprendre, tel est bien le problème le plus fondamental. L'Église n'est pas née d'un mouvement de conservation, mais de l'annonce d'une véritable recreation du monde, à la fois personnelle et collective, par don de Dieu, dans le concret de l'existence, à portée de main et de cœur. Ce que Jésus de Nazareth appelait le « Règne de Dieu » n'était ni un « ailleurs », ni un « plus tard », surtout pas un « hier », mais un « ici et maintenant » visité par Dieu lui-même. Jésus disait ce Règne proche et manifestait cette proximité dans sa manière d'être et d'agir avec les autres, en particulier avec les pauvres. Par-delà l'exécution de Jésus, ses disciples acquièrent la conviction qu'en lui s'était manifesté l'engagement décisif de Dieu dans l'histoire humaine. Habitée par l'Esprit, cette histoire leur paraissait dès lors susceptible d'être profondément renouvelée par la transformation des personnes et des sociétés. « Nous attendons, selon sa promesse, des cieux nouveaux et une terre nouvelle, où la justice habite. » (2 P 3, 13)

Mais cette annonce d'une recreation radicale a fait de plus en plus de place à la défense d'un monde révolu : voilà le paradoxe. L'aventure chrétienne est tout entière habitée par deux questions : que signifie le don de Dieu en Jésus Christ? Et comment devons-nous répondre à ce don? À ces deux questions inspiratrices, la tradition a répondu de diverses manières au fil des siècles, en étant toujours tentée de sacraliser

les « vases d'argile », c'est-à-dire les réponses historiques (doctrines, pratiques, normes, modes d'organisation, etc.), au détriment de ce que ces vases contiennent, à savoir le trésor que constitue le don de Dieu lui-même, qui reste toujours à chercher, à discerner, à nommer, à comprendre, à accueillir, à faire fructifier (2 Co 4, 7). Ce processus d'institutionnalisation – par ailleurs nécessaire – a été d'autant plus accentué qu'il s'est effectué dans des civilisations (l'antiquité gréco-romaine, la chrétienté médiévale) qui valorisaient à outrance la permanence du passé par la tradition, la religion et l'autorité, au détriment du sens du présent et de l'avenir dont la Bible, quant à elle, témoigne avec acuité.

Il a fallu plusieurs siècles pour que l'Église cesse de maudire la modernité, qu'elle avait pourtant contribué à faire naître. À Vatican II, un changement fondamental d'attitude par rapport au monde a sous-tendu divers changements concrets en liturgie, en pastorale, etc. Depuis lors, la nécessité d'une mutation plus radicale encore se fait vivement sentir : celle de renoncer à l'illusion de posséder la vérité dans les formes (doctrines, modes d'organisation, etc.) que le passé aurait instituées, pour consentir à l'aventure historique qui est celle de l'Esprit de Dieu lui-même. Consentir ainsi à la pluralité, qui est la condition de l'histoire; avant tout la pluralité première, fondatrice, celle des genres, d'où l'enjeu de la promotion des femmes, à tous égards, mais également la pluralité des voies spirituelles, des manières de faire Église, des chemins d'humanité. Consentir également à l'évolution, qui est la loi de l'histoire, et sans laquelle aucune libération ne saurait être espérée, en tenant que cette évolution est l'affaire des humains eux-mêmes, d'où l'enjeu de la décision collective, tant dans l'Église que dans la société, à exercer avec audace, prudence, discernement... et liberté! Consentir enfin à la responsabilité, qui est le défi de l'histoire, en dénonçant toutes les formes d'aliénation, d'oppression et d'exploitation qui dévisagent les sociétés, le monde et l'Église elle-même... Critiquer la production, l'échange et la consommation à outrance qui, précisément sous prétexte de changement et de progrès, ruinent le monde et son avenir.

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR
DE THÉOLOGIE
À L'UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
À TROIS-RIVIÈRES

Contre l'inexorable

L'idéologie du changement a maintenant envahi tous les territoires. Abolissant les références et le désir de bâtir un monde commun, elle cherche à nous laisser seuls face à nous-mêmes. La démasquer est une chose, ébaucher une nouvelle éthique pour lui résister en est une autre.

MARC CHABOT

« ... l'avenir est toujours construit dans la difficulté. »
Robert Mishari

J'ai beau faire le tour de la question, j'ai l'impression qu'entamer une réflexion sur le changement est une manière plus ou moins sereine d'affronter le vide. Le changement est désormais une idéologie, la dernière avant la prochaine. Celle qui permet de tenir un discours devant les autres. Celle qui justifie l'oubli, les pertes de mémoire, la fin de l'histoire et, plus récemment, la fin de l'humanité. Dire qu'il faut changer, c'est dire n'importe quoi devant n'importe qui. Et comme ce discours a fini par pénétrer dans les murs des écoles, c'est la connaissance elle-même, comme noyau dur de l'être, qui commence à pourrir de l'intérieur.

Il n'y a maintenant que des simulacres de changement, savamment orchestrés, étudiés, planifiés, annonçant le mieux pour bientôt, semant l'espoir dans les têtes et exigeant de nous d'être patients.

Le changement, parce qu'il est une idéologie, n'a plus besoin de se justifier, n'a plus besoin d'assurer ses arrières, de se présenter devant nous avec un horizon historique. L'idéologie du changement n'a plus à se légitimer, elle n'a qu'à proclamer son existence. Les mots comme progrès, évolution, révolution, tendances, avancement, dernier cri, nouveauté, virage renvoient au vide. L'avenir c'est maintenant, l'avenir c'est demain. L'avenir frappe à vos portes, il faut ouvrir, il faut laisser entrer.

Pris aux pièges

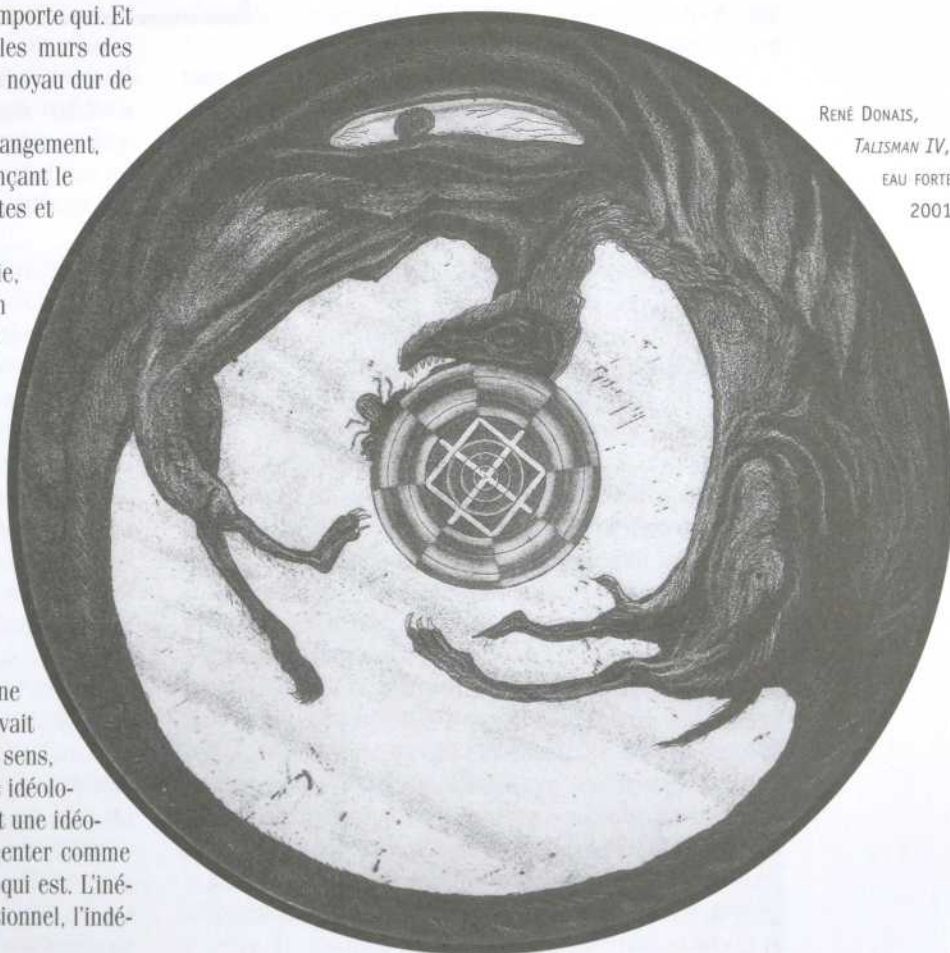
Si le changement se justifiait, nous aurions une éthique du changement. Si le changement devait légitimer son action, nous devrions en évaluer le sens, mais nous n'en sommes plus là. Le propre d'une idéologie efficace est toujours de camoufler qu'elle est une idéologie. Le propre du changement est de se présenter comme étant le réel, les faits, la réalité, le présent, ce qui est. L'inéluctable, l'immensurable, l'irréversible, l'inconditionnel, l'indélogeable, l'incontournable.

Le propre d'une idéologie efficace est toujours de camoufler qu'elle est une idéologie. Le propre du changement est de se présenter comme étant le réel, les faits, la réalité, le présent, ce qui est. L'inéluctable, l'immensurable, l'irréversible, l'inconditionnel, l'indélogeable, l'incontournable.

Si vous êtes de ceux et celles qui affirmez que la patience a des limites et que le règne de l'idéologie du changement a fait son temps, vous serez ramenés à l'ordre, disqualifiés, ignorés, détournés des lieux d'une parole signifiante. On vous retirera le tapis de sous les pieds, on déformera votre langue, on fera semblant de ne rien entendre.

Nous commençons à peine à comprendre l'ampleur du système mis en place. Tout de nous doit être déréalisé, détourné de sa fonction initiale, de son sens, du sens.

L'AUTEUR
EST PROFESSEUR
DE PHILOSOPHIE
AU COLLÈGE FRANÇOIS-
XAVIER-GARNEAU



RENÉ DONAIS,
TALISMAN IV,
EAU FORTE,
2001

On s'étonne encore que certaines sociétés, certains peuples ou certains individus veuillent conserver une singularité ou des singularités. Dans un tel contexte, chacun de nous doit procéder, dans la plus grande des solitudes, à des rénovations intérieures qu'il n'a bien souvent pas les moyens de s'offrir.

Le monde n'arrête pas. Mais je peux décider d'arrêter. Une nouvelle éthique est à naître. Celle de la passivité, du silence et de la résistance molle. Ce que je veux, vous n'en saurez rien et cela ne vous concerne plus. Vous vouliez ma disparition et en même temps vous vous scandalisez de mon silence. Voilà le ridicule consommé, digéré, assimilé. Mais nous n'arrivons pas encore à penser cette nouvelle éthique convenablement, c'est pourquoi elle est pleine de contradictions, elle oscille entre la résistance et l'indifférence.

Car si nous sommes entrés en postmodernité, si nous sommes maintenant au bord d'un posthumanisme, il faudrait nous dire ce qu'il faut faire des restes du passé. Peu importe notre âge, notre sexe, notre position géographique dans le monde, nous sommes pris au piège.

Quand le philosophe Gilles Lipovetsky annonce que nous sommes dans une société postmoraliste, il veut signifier par là que l'humanité occidentale ne s'en remet plus aux devoirs et aux sacrifices pour se réaliser. Nous sommes seuls avec notre individualité, cherchant la réalisation d'un bonheur en

focalisant sur le souci de soi. Le changement nous atteint, il n'est pas seulement une affaire de commerce, il n'est pas qu'économique, il n'est pas que marchand.

« ... la morale se trouve recyclée selon les lois du spectacle, du show business, de la distraction médiatique. », Gilles

La conscience de la liberté

NICOLE LAURIN

Certains discours sur le changement sont insupportables : discours politiques, technocratiques, médiatiques, publicitaires et autres. Ils nous présentent le changement, même le plus absurde, comme inévitable et se justifiant par lui-même. L'appel au changement, jadis porteur d'espoir, débordant de promesses, serait-il désormais un slogan dangereux, au service d'une idéologie réactionnaire?

Pour comprendre ce paradoxe, il faut se souvenir que l'humanité a vécu pendant des siècles sous le joug de la tradition. Il y a moins d'un demi-siècle, on disait encore : « Au pays de Québec, rien ne doit changer. » (Louis Hémond, *Maria Chapdelaine*, Fides, 1946). Par contre, les sociétés modernes se sont placées sous la gouverne du changement. L'économie capitaliste, la politique libérale, la recherche scientifique sont fondées sur la croyance dans la nécessité et l'utilité du changement, dès lors synonyme de progrès social. La bourgeoisie et la classe ouvrière ont partagé cette croyance. En effet, la

révolution communiste ou socialiste représentait, pour la classe ouvrière, l'apothéose du changement.

De grandes luttes sociales ont marqué le XIX^e et le XX^e siècles. Elles ont entraîné des changements révolutionnaires, que l'on considère aujourd'hui comme des acquis. Le mouvement ouvrier, par l'intermédiaire des partis et des syndicats, a forcé les employeurs à améliorer considérablement les conditions de travail. L'État a été contraint d'adopter des politiques de protection, d'assistance et de sécurité sociale. D'un autre côté, les peuples du tiers-monde se sont émancipés de la tutelle coloniale; ils se sont engagés dans la voie difficile de la reconstruction et du développement. Enfin, au cours des dernières décennies, l'action du mouvement féministe, du mouvement des Noirs, des groupes opposés à diverses formes de discrimination sociale, a transformé la société de manière irréversible. Ces changements, il faut le souligner, répondaient aux désirs profonds de ceux et celles qui les ont obtenus, souvent de haute lutte.

L'idéologie actuelle du changement ne parvient pas à dissimuler l'inanité des nouveautés qu'elle propose pour résoudre des problèmes importants et urgents. L'incessante et vaine réforme, par le haut, des institutions et des systèmes



RENÉ DONAIS,
RENAÎTRE, EAU FORTÉ,
2002

Lipovetsky. Ce que l'idéologie du changement a parfaitement réussi, c'est l'abolition des références. Tout peut avoir lieu sans référentiel moral de base. Le seul référentiel qui vaille la peine d'être conservé, c'est l'individu, son bonheur, son droit au bonheur. Pour y arriver, il fallait abolir les morales collectives, les morales sacrificielles, le souci de l'autre, l'idée que nous étions un « nous » avant d'être un « je ».

L'idéologie du changement a maintenant envahi tous les territoires.

« ... nous connaissons tous les secrets de la stratégie des multinationales mais nous n'avons pas une idée claire de l'homme qui est en face. Il est probable que nous avons tendance à le sous-évaluer », Alessandro Barrico. Le Roi, c'est soi. L'objectif est ciblé. Chaque soir, c'est la parade des réus-

Réduire un droit de vote à un geste de consommation, c'est aliéner toute une société et retirer à tous leurs responsabilités de base en tant que citoyens.

sites et des échecs. Sans ordre, vous verrez sur vos écrans les problèmes des riches et les famines du monde. Les limousines des nantis et les misères des petits peuples.

Partout, il y a une caméra cachée. Distraction oblige. Les différences entre les émissions qui surprennent un employé crachant dans la soupe et un chef d'entreprise crachant sur le monde s'amenuisent. Nivellement. *La Facture* et *Drôle de vidéo* fonctionnent de la même manière : faire spectacle. Offrir un divertissement. Arnaque financière pour exploiter le pauvre monde, arnaque sexuelle pour jouir du pauvre monde. Tout est là. Tout change. Le cumul des faits n'a plus besoin d'être pensé.

étatiques – l'éducation, la santé, l'aide sociale, l'immigration – en est la meilleure illustration. De plus, en maintes occasions, cette idéologie annonce comme une bonne nouvelle pour tout le monde, des changements qui ne servent à l'évidence qu'à accroître le pouvoir du capital. Elle présente aussi comme justes et raisonnables certains changements qui enlaidissent et détériorent l'environnement, compromettent la santé des populations et hypothèquent leur avenir. Elle stigmatise aussi toute résistance au changement, que celle-ci s'appuie sur la raison, la morale ou les traditions.

Est-il encore possible de croire au changement? D'aucuns y croient : ils osent braver de terrifiants dispositifs policiers pour dénoncer l'injustice de la mondialisation, sous sa forme actuelle, et proposer des solutions de rechange. Des gens se mobilisent pour protester contre la guerre et réclamer des réformes économiques et sociales qui favoriseraient l'égalité et la paix entre les peuples. Un grand nombre d'organisations populaires tentent, malgré les obstacles, d'organiser à la base l'effort de développement des pays les plus démunis. D'autres encore, dans les sociétés les plus riches, essaient de faire évoluer les lois et les institutions pour améliorer le sort des réfugiés et des autres laissés pour compte. Enfin, combien de

Vers une nouvelle éthique

Comment, dans un tel contexte, espérer une éthique qui puisse tenir le coup? Récemment, un professeur des HEC, commentant les résultats d'un sondage sur les partis politiques québécois à Radio-Canada, utilisait l'expression « consommateur électoral » en parlant des citoyens qui votent. On peut, même lorsque l'on est un universitaire, être dominé par l'idéologie du changement et, sous prétexte de travailler avec des concepts plus clairs, perdre de vue le sens même de ce que doit être une démocratie. Réduire un droit de vote à un geste de consommation, c'est aliéner toute une société et retirer à tous leurs responsabilités de base en tant que citoyens. L'animateur n'a jamais bronché. Le consommateur électoral fait partie des mœurs. Il existe puisqu'on en parle. Il explique quelque chose puisque je le dis.

Comment, dans un tel contexte, espérer une éthique qui puisse tenir le coup?

Les solutions ne sont pas derrière nous. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a plus rien derrière. Les solutions ne sont pas devant nous seulement. Les « prospectives » de l'idéologie du changement sont très souvent des lubies, voire des hallucinations, des énervements existentiels. Relisez sans sourire *Le choc du Futur* d'Alvin Toffler, paru en 1971, vous verrez bien!

Qui est cet « homme en face », demande Barrico? Il a bien raison. Que voulons-nous conserver du passé? Et quand nous parlons de conservation, je ne pense pas seulement aux choses, il faut penser aux idées, aux concepts, aux valeurs. ►

personnes cherchent quotidiennement à embellir la vie dans leur milieu de travail, dans leur quartier ou leur localité, avec ou sans le soutien d'une organisation? Ces initiatives, qu'elles soient personnelles ou collectives, ne mènent pas à rien. Pour croire au changement, sans doute faut-il croire d'abord à la liberté : le pouvoir de parler et d'agir qui permet d'agrandir, petit à petit, le territoire du bien commun.

Nous ne sommes pas enfermés dans le monde sans aucune prise sur la réalité. Nous ne sommes pas condamnés à l'immobilisme ou à la violence aveugle, ce qui est encore pire. On observe actuellement l'émergence d'une véritable conscience universelle, malgré les divisions et les conflits entre les sociétés et au sein des sociétés. Cette conscience est déjà à l'œuvre dans d'innombrables réseaux de communication, dans des organisations de toutes sortes axées sur la résistance et l'action concertée. Elle se manifeste aussi dans la volonté, exprimée de toutes parts, d'évoluer vers des modes de vie et de pensée qui répondent aux besoins essentiels de l'humanité, sur le plan matériel et spirituel. Elle pourrait être une conscience de liberté.

Peut-on former un citoyen capable de penser les paradoxes et en même temps d'accepter la multiplicité des morales?

Tout changement, véritable ou non, suppose l'abandon d'un certain nombre de valeurs, la mise au rancart d'idées, l'oubli de ce qui était. Les changements obligent à de nouveaux modes de comportement.

Le récent combat mené contre les promoteurs des barrages sur nos rivières avait justement à affronter plusieurs paradoxes à propos du développement des régions. Nos villages se meurent. La construction d'un barrage privé pouvait sembler une solution immédiate pour diminuer le chômage, empêcher l'exode des jeunes ou même entrer dans la modernité!

Soudainement des citoyens se rebellent, font front commun avec des artistes pour protéger la nature, questionner les promoteurs et dénoncer les visions à court terme. Une conception du progrès est questionnée.

Développement aveugle contre respect de la nature. Démocratie contre lobbyistes. Désir de vivre mieux et désir de sauver un village.

Multiplicité des morales. Multiplicité des paradoxes. Insouciance apparente des citoyens.

On ne peut pas dire : il n'y a plus de morale. Bien au contraire, plus que jamais les éthiques s'entrechoquent, se croisent et s'entremêlent.

Face au multiple

Penser le multiple. Penser avec et pour les citoyens. Le défi est là. Or, l'idéologie du changement va dans la direction opposée. Comme toute idéologie, elle voudrait nous faire croire que, quelque part, quelqu'un a tout pensé pour nous. Ce qui reste aux citoyens : contempler le changement dans son salon avec son cinéma maison.

Le monde n'est pas ce que je dois subir, c'est ce que je dois construire avec les autres.

Être soi-même un pluriel. Citoyen, individu, homme, femme, travailleur, malade, consommateur averti, législateur, utopiste, entrepreneur, bénévole, créateur et même spectateur. Il nous faut refuser l'unidimensionnalité de l'être.

Peut-être que le temps des morales complètes est terminé. Peut-être que nous sommes maintenant devant des morales complexes et toujours incomplètes.

Nous pensons des prolégomènes. L'incomplétude de l'être humain est dans les prolégomènes. Les modèles éthiques sont fragilisés. Mais nous devrions comprendre que même si l'humain est incomplet, même si nos éthiques sont fragmentaires,

Comment penser les différences entre le vrai et l'apparence de vérité? Qui croire? Faut-il même se contenter de croire?

nous conservons notre devoir de penser, notre devoir d'inventer l'être humain.

Le philosophe Peter Sloterdijk a probablement raison lorsqu'il pose cette question décisive : « Combien d'auto-contradictions les sociétés modernes de consommation et des droits de l'homme peuvent-elles absorber? » Il faut ajouter que ces auto-contradictions ne sont pas absorbées exclusivement par nos sociétés, mais aussi par chacun de nous. Même s'il nous arrive souvent d'oublier que nous sommes cette société. Même si nous semblons ne plus savoir ce qu'est une société.

Et si nous sommes toujours dans les prolégomènes, ce n'est pas simplement parce que nous avons le nez collé à la vitrine du présent ou parce que nous ne savons plus penser un système éthique, c'est que nous avons compris qu'en matière d'éthique, la souplesse est une exigence, même lorsqu'elle est un danger.

Penser sans ancrage est une chose difficile, mais nous pourrions faire confiance aux hommes et aux femmes pour affronter cette difficulté. L'idéologie du changement ne semble

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

BARRICO, Alessandro, *Next. Petit livre sur la globalisation et le monde à venir*, traduction Françoise Brun, Paris, Albin Michel, 2002.

BENSAÏD, Daniel, *Les irréductibles. Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, 2001.

DEBORD, Guy, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

DUMONT, Fernand, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche, 1995.

FRETTAG, Michel, *L'oubli de la société*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002.

GUILLAUME, Marc, *L'empire des réseaux*, Paris, Descartes & Cie, 1999.

HADDAD, Hubert, *Le cimetière des poètes*, Éd. Du Rocher, 2002.

LACROIX, Jean-Guy et MASCOTTO, Jacques, *Manifeste pour l'humanité*, Outremont, Lanctôt éditeur, 2000.

LIPOVETSKY, *Métamorphoses de la culture libérale*, Liber, 2002.

LÖWY, Michel, *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie*, Paris, PUF, 2001.

RIEUSSET-LEMARIÉ, Isabelle, *La société des clones à l'ère de la reproduction multimédia*, Paris, Actes Sud, 1999.

SLOTERDIJK, Peter, *Essai d'intoxication volontaire*, traduction Olivier Mannoni, Paris, Calmann-Lévy, 1999.

VADEBONCOEUR, Pierre, *Essais inactuels*, Montréal, Boréal, 1987.

VIRILIO, Paul, *La vitesse de libération*, Paris, Galilée, 1995.

pas l'avoir compris. Elle glisse toujours dans le vide de la pensée, dans l'uniformisation, dans l'unidimensionnalité. Notre résistance n'est peut-être pas celle que l'on croit. Notre résistance n'est pas de celles qui n'ont rien à offrir. Elle ne se tient pas seulement dans le confort d'une morale ancienne.

Notre fragilité est notre force et notre faiblesse. Nouveau paradoxe.

Comment penser les différences entre le vrai et l'apparence de vérité? Qui croire? Faut-il même se contenter de croire?

Nos sociétés ne s'opposeront plus jamais au changement. Il est là pour rester. Mais il faut le dire clairement, il y a des changements qui sont des leurres et des erreurs. Il y a des changements qui nous mènent trop loin de nous-mêmes pour ne pas nous méfier. Il y a des changements qui sont des défaites pour l'humanisation et pour les droits humains.

Nous continuons de fabriquer nos univers avec des idéologies, même en sachant que toute idéologie a la vue courte, même en ayant une conscience claire des dangers d'une idéologie. La dernière ruse de l'idéologie a été de nous laisser entendre qu'il n'y avait plus d'idéologies. Comme si nous pouvions être aussi naïfs.

Plaider pour la multiplicité, les paradoxes, les éthiques, le pluriel de l'être, ce n'est pas dire que nous allons partout et nulle part, c'est tendre une oreille autre, c'est entendre les

voix qui se lèvent de partout et qui sont souvent confuses. Tendre l'oreille et tendre sa pensée vers l'autre et vers soi. Ce n'est pas tout de revendiquer le droit de penser, il faut maintenant s'y mettre.

Et puis, il y a tous ceux et celles qui ne parlent plus, qui ne font rien entendre, qui gardent le silence. Parfois par pure stratégie, parfois parce qu'ils sentent l'inutilité de la parole dans tout ce bruit que fait le changement pour nous faire croire à son indispensable existence. Et puis, il y a les mots des autres, les mots de tous. Il y a nos solitudes, toujours nos solitudes et nos éthiques en friche, nos éthiques molles, nos éthiques de circonstances, nos éthiques qui essaient de se construire tout contre le changement et tout contre la fragilité de nos espoirs.

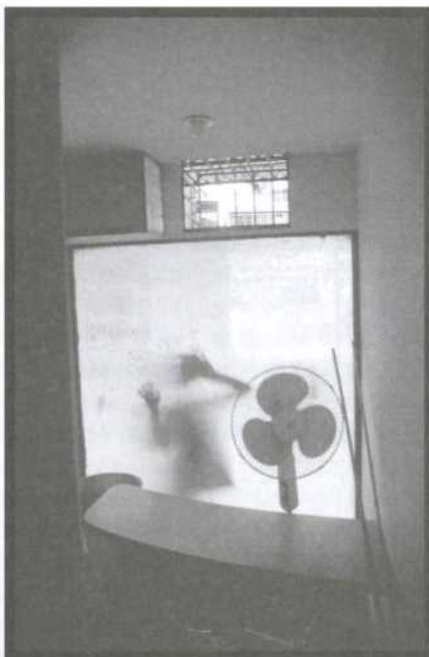
« La première urgence d'une société du sommeil est d'annihiler les facteurs d'éveil, quitte à mimer le réel au fond du plus paralysant cauchemar », Hubert Haddad.

Il m'arrive de me demander : quand sortirons-nous du cauchemar? Je ne rêve pas, il y a l'espoir. Il y a encore des hommes et des femmes qui cherchent d'autres chemins, qui ne croient plus en l'idée que le changement explique tout. ●

Prochain numéro

Le numéro d'avril/mai de la revue *Relations* sera offert en kiosques et en librairies après Pâques. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la crise du logement que connaissent plusieurs régions du Québec depuis deux ans. Droit fondamental et partie intégrante du filet de sécurité sociale, le logement devient de plus en plus une marchandise comme les autres. Cela n'est pas sans répercussions sur les populations les plus vulnérables. Ce dossier analysera l'évolution des politiques du logement et les effets de la mixité sociale;
- une controverse en lien avec les élections provinciales : Pour contrer la victoire de l'ADQ, la gauche doit-elle voter PQ?;
- un article sur les suites du Sommet de Johannesburg;
- la conférence de Howard Zinn sur la guerre en Irak, lors de son passage à Montréal, le 20 janvier 2003;
- un ailleurs sur la situation en Tchétchénie;



JOHN LONDOÑO, CARACAS, VENEZUELA, 2002,
ÉPREUVE ARGENTIQUE

- la suite de la chronique de la poète Hélène Dorion, illustrée par Elmyrna Bouchard;
- des œuvres de notre artiste invité, John Londoño.

L'impasse Lavalas

La confrérie politique dénommée *Lafanmi Lavalas*, au pouvoir en Haïti, s'est révélée graduellement incapable d'instaurer la démocratie. Le président Aristide cherche surtout à s'imposer comme un chef de famille autoritaire, comme le parrain d'un clan qui sait générer allégeance et soumission.

FRANKLIN MIDY



L'AUTEUR EST
PROFESSEUR
DE SOCIOLOGIE
À L'UQAM

Une question est aujourd'hui sur toutes les lèvres des partisans de la liberté-justice-démocratie, en Haïti comme à l'étranger, chez les Haïtiens comme chez les amis du peuple haïtien : comment expliquer la conversion totale, apparemment subite, du curé des pauvres ? Conversion du tout spirituel au tout temporel, du vœu de pauvreté à la volonté de richesses, de l'appel engagé à la participation démocratique à l'affirmation intraitable de la volonté de puissance. Sur quel chemin de Damas l'ex-salésien, prédicateur de la théologie de la libération, lecteur et utilisateur des prophètes de la Bible, a-t-il fait cette conversion à l'envers ?

Le journal *Le Monde* (30 janvier 2002), sous le titre « Les déçus d'Aristide », a donné la parole à Paris à certains de ces supporters remarquables de la première heure, aujourd'hui désillusionnés devant la métamorphose du curé des bidonvilles, qui incarnait en 1990 l'espoir du changement et d'une vie meilleure. Mentionnons Danielle Mitterrand, l'évêque Jacques Gaillot, Bernard Krouchner, les écrivains Jean Métellus et René Depestre. Au pays et dans la diaspora, les militants du

changement n'arrêtent pas d'épiloguer sur la grande déception.

Pour saisir ce qui se passe vraiment dans la société haïtienne, il faut recourir à une approche complexe qui prend en compte, outre l'idiosyncrasie de l'acteur Aristide, les stratégies et les intérêts du parti politique, l'action de la communauté internationale, le mouvement des acteurs sociaux locaux, les contradictions de la structure sociale où jouent les acteurs, se nouent des alliances et s'affrontent les enjeux.

Régime en accusation

La détérioration de la situation générale des droits et libertés a été mise en évidence par les grands organismes internationaux et nationaux dédiés à leur protection, dont Amnistie internationale, *Human Rights Watch*, Reporters sans frontières, etc. On souligne en rouge la remise en question des libertés d'expression, d'association et de réunion, les entraves systématiques à la justice à travers des pressions politiques sur la magistrature, le refus de la police d'exécuter les mandats d'amener, la non-coopération de l'appareil judiciaire, le blocage aux deux chambres contrôlées par *Lafanmi Lavalas*, des mesures préalables et nécessaires au travail des juges, etc.

On cite aussi l'effroyable « Opération zéro tolérance » lancée par le président Aristide, le 28 juin 2001, qui par la suite a donné lieu à nombre d'exécutions sommaires par la police. Est souligné aussi le harcèlement de responsables d'organismes des droits humains et de promotion des droits sociaux. Les attaques répétées contre les médias et les journalistes, le meurtre resté impuni du plus grand journaliste d'Haïti, Jean-Léopold Dominique, l'assassinat à

coups de machette d'un autre journaliste, Brignol Lindor, ont valu au président Aristide la triste gloire de faire partie, depuis le 3 mai 2002, de la liste des 38 prédateurs de la presse à travers le monde.

La pratique de corruption au sein du gouvernement est des plus préoccupantes : achat de villas à prix exorbitant par le premier ministre, dénoncé par un sénateur du parti, lui-même soupçonné de trafic de drogue par la DEA américaine; scandale au ministère de l'Immigration, impliquant le ministre de l'Intérieur dans la perception directe de taxes aux contribuables; scandale de détournement à l'aéroport international de 700 000 \$ US, impliquant des policiers, des députés et des sénateurs influents proches du président; scandale du riz, impliquant la Fondation Aristide pour la démocratie et la *Coopérative pour tout moun*, créée spécialement par des dignitaires du régime et du Sénat pour le trafic de riz à leur profit; scandale du détournement des fonds de la Chambre basse; scandale de trafic à la Direction générale des impôts impliquant les hauts fonctionnaires de l'institution; gabegie et vol dans nombre de municipalités par les maires eux-mêmes ou leurs conseillers.

Sur le plan politique, la liste est longue des actes de terreur contre les militants de la justice et de la démocratie, contre l'opposition politique et contre la population en général, par des bandes armées dites *chimè*, partisans d'Aristide. Quelle terreur provoque le seul nom de guerre d'un de ces chefs de bande : Ronald Cadavre !

Mouvement social mis à l'écart

En 1994, une armada américaine de 20 000 militaires chassa l'armée putschiste d'Haïti du pouvoir, y ramena le président légitime, Jean-Bertrand Aristide, envoyé trois ans plus tôt en exil. La communauté internationale s'est alors congratulée d'avoir restauré la démocratie en Haïti. Le nom de l'opéra-

tion militaire américaine – *Restore Democracy* – ne laissait d'ailleurs ouverte que cette lecture simplifiée, unique.

Rien ne fut dit, et encore moins discuté publiquement, au sujet des objectifs inavoués de faire entrer le réajustement structurel du FMI et le néolibéralisme sur les pas des Marines. Et surtout, tout fut caché du projet de couper l'énergie du mouvement social et de renvoyer à leur foyer privé les acteurs sociaux de la scène publique. De plus, le président remis en selle fut poussé à chanter l'hymne de la réconciliation-sans-vérité-ni-justice et on laissa les auteurs des 5000 morts et des 10 000 viols et humiliations disparaître dans la nature, avec leurs armes et leur sentiment d'impunité.

Arriva ce qu'on pouvait logiquement craindre : en écartant le mouvement social de la scène publique, en optant pour l'impunité du crime contre la justice, on entreprenait par ce fait de fermer le chantier de la démocratie en construction. C'était, de la part de la communauté internationale, naïveté, feinte ou non, de croire qu'en ramenant au pouvoir un président élu, déchu par un coup d'État, on « restaurait » la démocratie, alors que la société haïtienne d'exclusion n'était pas encore sortie du régime militaire et que la stratégie américaine de *containment* du mouvement social était lisible à tout regard perspicace.

La recherche du pouvoir total

Lafanmi Lavalas cherche à s'accaparer tout le pouvoir par tous les moyens : truquage d'élections, pratique de la corruption, protection de bandes paramilitaires associées qui sèment la terreur, politisation des institutions publiques, menaces contre la presse et les organismes sociaux critiques, répression des manifestations de rue, montage de coups d'État devant justifier la répression des acteurs politiques et sociaux, etc. Mais en même temps, *Lafanmi Lavalas* échoue à satisfaire les attentes démesurées que nourrit le discours populiste de son chef chez les pauvres et les démunis. Le trafic des élections

législatives et municipales de mai 2000 et l'abstention ou l'absence provoquée aux élections présidentielles de novembre 2000 des partis de l'opposition et des partis alliés permirent au candidat Aristide de réaliser son projet planifié et annoncé de contrôler tout le pouvoir. Et depuis lors, le pays ne cesse de s'enfoncer dans la gabegie administrative, l'anarchie politique, le cynisme éthique et la régression économique.

Effet boomerang prévisible : en accaparant tout le pouvoir contre le bien commun, *Lafanmi Lavalas* est en train de perdre toute sa légitimité politique. C'est dans ce contexte que s'est engagé dès l'année 2001, de façon décisive, un processus opposé de mobilisation de la société civile, comme réponse sociale

d'État par le gouvernement; mobilisation du secteur privé contre « la violence des partisans Lavalas »; mobilisation des groupes de femmes pour dénoncer les agressions des bandes de *chimè* contre les femmes des quartiers populaires; mobilisation de groupes d'intellectuels, d'artistes et d'avocats contre « le règne de la torpeur et du chaos »; mobilisation de syndicats paysans et ouvriers, victimes d'abus de la part de leurs employeurs, contre la collusion des autorités Lavalas avec ces employeurs. Enfin, les Églises catholique et protestante, appelant leurs fidèles et la population en général à la prière, disent exprimer par là leur



aux effets induits par cette dictature rampante. Le mouvement social, jusque-là contenu par la stratégie américaine, ignoré par la communauté internationale, persécuté par *Lafanmi Lavalas*, revient graduellement sur la scène publique, quoique encore fragmenté et dispersé.

Contre le chaos Lavalas et le bruit politique de l'opposition « labélisée », il reprend la lutte pour la construction d'une alternative démocratique : mouvement contre l'impunité des assassins de Jean Dominique et de Jean-Claude Louissaint; mobilisation de groupes sociaux et d'institutions d'accompagnement contre « le bâillonnement, la peur et la répression »; mobilisation des jeunes (étudiants d'universités appuyés par les lycéens) contre la tentative de mise sous contrôle de l'université

« désir de voir une transformation profonde s'opérer dans la situation du pays ». Le 22 novembre 2002, le pape Jean-Paul II a invité les autorités haïtiennes à « entendre le cri des pauvres ».

Presque tous ces acteurs de la société civile ont demandé la démission du président Aristide ou l'ont invité à partir pour le bien du pays. Le 27 décembre 2002, ils se sont réunis dans le groupe des 184 institutions et organisations qui représentent 12 secteurs vitaux de la société haïtienne pour sommer le pouvoir en place de respecter les droits humains et les libertés fondamentales.

Face à l'impasse Lavalas, le mouvement social qui émerge à nouveau propose l'ouverture et l'alternative. ●

MARCHÉ AU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE, CANAPRESS/DAN LETT

L'impôt pour la paix : une stratégie contre la guerre?

Difficile d'imaginer des impôts pour la paix sans prévoir en même temps de graves problèmes d'application



L'AUTEUR
EST PROFESSEUR
D'ÉCONOMIE AU CÉGEP
DE LIMOULOU

PIERRE CROTEAU

Lorsqu'une guerre éclate, la conscription de personnes disposées à se laisser mourir plutôt qu'à concourir à l'effort de guerre serait une grave erreur. Voilà pourquoi l'objection de conscience est permise. À l'inverse, l'argent reçu d'un contribuable est le plus loyal « soldat » qu'un État puisse conscrire et le Trésor public peut recueillir l'argent pendant longtemps, avant l'éclatement d'un conflit. Passer de l'objection de conscience à l'objection budgétaire ne va pas de soi. César se prive plus malaisément d'impôts que de mauvaise chair à canon.

Une mesure effective?

Laisser un contribuable invoquer sa conscience pour se dispenser d'acquiescer inconditionnellement son dû peut n'avoir aucun effet. Selon cette hypothèse, la latitude budgétaire dont l'État serait privé par les objecteurs de conscience serait suffisamment minime pour qu'il puisse en compensation affecter aux dépenses militaires davantage de ressources fiscales d'autres provenances. Les impôts pour la paix seraient alors une passe comptable pour bonne conscience. Les dépenses militaires demeureraient aussi élevées.

Parmi les nombreux fonds auxquels un contribuable peut verser de l'argent, dont un pourcentage peut ensuite être déduit de son impôt à payer, aucun ne sert au financement volontaire des dépenses militaires. C'est donc comme si tous les fonds et toutes les fondations avaient été créés par des pacifistes, sans affecter les dépenses militaires. Alors un de plus ou de moins...

Mais dans l'hypothèse d'une privation de latitude budgétaire si importante que l'État serait forcé de diminuer ses dépenses militaires, des problèmes alors surgissent.

En laissant un contribuable invoquer sa conscience pour se dispenser d'acquiescer inconditionnellement son dû, l'État instaurerait un mini-référendum annuel accentuant inutilement l'incertitude budgétaire. Pareille institution invaliderait le principe du gouvernement responsable. Pourquoi élire des députés pour approuver le budget, si les contribuables le votent par leurs impôts?

De plus, les promoteurs de Nos impôts pour la paix annoncent que les pacifistes, une fois leur objection budgétaire reconnue, ne cesseraient pas de vouloir influencer le débat budgétaire.

On sent ici le scrupule de l'efficacité. Après avoir versé conditionnellement « leurs » impôts, les pacifistes consciencieux voudraient naturellement que « nos » impôts, ceux des inconscients et des « réalistes » autant que les leurs, ne financent pas la « guerre ».

On peut raisonnablement penser qu'une campagne pour persuader le public de changer les institutions de la démocratie représentative et du budget collectif a moins de chance de réussir qu'une campagne pour persuader la députation d'empêcher nos forces armées d'attaquer l'Irak.

Vous avez dit conscience?

Pourquoi penser que des gestionnaires privés ou publics de fonds « pour la paix », des comptables, fiscalistes, juristes et ultimement des juges sauront automatiquement mieux que des élus

tracer la ligne entre les dépenses acceptables et inacceptables?

En laissant une personne invoquer sa conscience pour se dispenser d'acquiescer inconditionnellement son dû, l'État donnerait une occasion supplémentaire d'invoquer légitimement mille objections et finirait par être incapable de financer les assurances sociales et certains services.

Tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut payer le ciel d'autrui.

On peut imaginer qu'une militante pro-vie veuille que ses impôts ne servent pas à rembourser les honoraires médicaux des avortements. Un militant créationniste pourrait s'opposer à l'achat de manuels scolaires présentant seulement la vision scientifique de l'origine de l'homme. Un Québécois pourrait vouloir que l'État canadien cesse d'utiliser ses impôts pour discréditer le nationalisme québécois et mousser l'appartenance au Dominion.

Bagatelles? Improbable!

Au royaume du combat antidiscrimination, qui empêchera les juges de s'appuyer sur des précédents pour étirer le principe et priver graduellement les gouvernements de latitude budgétaire? Qui, sinon de subtils et justes législateurs à « sensibiliser » ou à faire élire?

La paix : une affaire d'État

Diminuer unilatéralement les dépenses militaires canadiennes rendrait-il le monde plus sûr, plus juste? Probablement que non. Probablement pas moins non plus. Ottawa réduirait donc ses dépenses militaires pour financer d'autres politiques plus efficaces. Lesquelles?

Un débat intéressant reprend ici. ●

Au Québec, comme dans le monde, des organisations promeuvent une forme particulière de résistance à la guerre à travers le refus de payer la part de l'impôt attribuée à la défense armée. Revendiquant auprès du gouvernement le statut d'objecteur de conscience fiscal,

elles exigent que cette part de l'impôt soit utilisée à des fins non militaires. L'impôt pour la paix, s'il est vrai que l'argent est le nerf de la guerre, peut-il être considéré comme une stratégie viable et légitime pour lutter contre la guerre et ses préparatifs?

Le refus d'être complice de la guerre devrait signifier aussi le refus de payer l'impôt militaire

DOMINIQUE BOISVERT

Le président Bush nous prépare depuis des mois à faire la guerre. Beaucoup y sont fortement opposés, mais se sentent impuissants. Pourtant, on peut refuser cette guerre en refusant de la payer!

Les guerres modernes se font beaucoup plus avec de l'argent qu'avec de la chair à canon : les armées ont moins besoin d'hommes – les professionnels de métier suffisent – que de budgets pour moderniser et développer un équipement de plus en plus sophistiqué. L'armement moderne a transformé la manière occidentale de faire la guerre : missiles intelligents, avions sans pilotes, objectif « zéro mort », de notre côté, évidemment! L'ex-secrétaire d'État américain, Alexander Haig, ne pouvait être plus clair alors qu'il observait une démonstration contre la guerre : « Laissez-les manifester! Tant qu'ils continueront à payer leurs impôts... »

Choix de conscience ou choix politique?

La plupart de ceux qui refusent de payer la part militaire de leurs impôts le font au nom de leur conscience, pour des raisons religieuses, morales ou humanistes. Ils refusent, en toutes circonstances, de tuer, d'apprendre à le faire ou de s'y préparer. Pour eux, refuser de payer pour que d'autres, personnes ou armement, le fassent à leur place ou en leur nom n'est que le prolongement de leur propre refus de servir dans l'armée. L'objection de conscience fiscale est la forme moderne de l'objection de conscience traditionnelle

qui a été reconnue, au Canada, depuis le *Militia Act* de 1793.

D'autres, qui ne sont pas opposés inconditionnellement à toute guerre, croient quand même préférable de mettre beaucoup plus l'accent sur des méthodes alternatives aux rapports de force militaires traditionnels, ou s'opposent carrément à certains conflits spécifiques qu'ils considèrent injustifiés. Ceux-là peuvent refuser de payer leurs impôts militaires en préférant les consacrer à des fins plus pacifiques.

Mais dans tous les cas, le critère déterminant de l'objection de conscience est l'acceptation d'assumer les conséquences de ses choix. Il ne s'agit pas seulement d'indiquer ses préférences, comme dans un sondage d'opinion, mais de poser un geste citoyen, mûri et concret, pour signifier son refus de participer, de façon complice, à une action que l'on juge inacceptable.

Et ce n'est pas non plus une façon de payer moins d'impôts : les objecteurs de conscience versent leurs impôts militaires dans un fonds en fiducie¹ en attendant que le gouvernement canadien s'engage à ne les utiliser qu'à des fins pacifiques. D'ici là, le gouvernement y ajoute intérêts et pénalités pour des impôts déjà versés, mais qu'il considère néanmoins impayés!

Anarchie ou solidarité sociale?

Certains diront : « Si chacun ne paie que l'impôt qui lui plaît, il n'y aura plus de gouvernement possible! » Et ils ont raison! L'objection de conscience fiscale n'est pas un comportement individualiste ou irresponsable, ni un appel au chacun-pour-soi. Au contraire, les objecteurs de conscience

connaissent l'importance de la cohésion sociale et tiennent à contribuer de toute leur juste part, tant aux dépenses collectives qu'aux tâches de défense de la paix.

C'est pourquoi ils sont très souvent actifs dans divers groupes pour la paix, la justice et la solidarité internationale, tout comme ils contribuent, de diverses façons, au développement de moyens alternatifs de régler les conflits, ici comme à l'étranger. Et c'est pourquoi ils travaillent, depuis plus de 25 ans, à obtenir du gouvernement canadien un mécanisme qui leur permette de respecter pleinement à la fois la Loi sur l'impôt et les exigences supérieures de leur conscience.

D'autres causes ne pourraient-elles pas justifier qu'on s'oppose en conscience à les financer? C'est possible, nous n'avons aucun monopole de la conscience! Mais nous estimons que c'est au Parlement d'arbitrer les demandes et de décider, pour la collectivité, quels sont les motifs suffisamment sérieux pour justifier l'objection de conscience, comme il l'a fait par le passé pour l'objection au service militaire.

En attendant, nous refuserons d'être complices de la guerre et de ses milliers de victimes innocentes, en Irak ou ailleurs. Nous refuserons de payer nos impôts militaires. Nous invitons nos concitoyens à faire de même. Et nous en assumerons toutes les conséquences. ●

1. Deux groupes administrent de tels fonds : Conscience Canada, maintenant basé à Toronto, et Nos impôts pour la paix, www.cam.org/~nipp/.



Forums sociaux

Un demi-million de personnes ont manifesté pour la paix à Florence, le 9 novembre dernier, pendant les cinq jours du Forum social européen, une assemblée d'associations et de mouvements qui s'opposent à la guerre et au processus actuel du développement mondial. Plusieurs religieux et religieuses, y compris sept jésuites, y ont participé. À la suite de Porto Alegre et de Johannesburg, c'était un pas de plus de la société civile. Une assemblée semblable s'est déroulée à Hyderabad (Inde), en janvier 2003, à l'occasion du Forum social asiatique. Dans la forteresse où les discussions et les débats eurent lieu, les religieux offraient un « lieu de silence » où les personnes pouvaient méditer et se souvenir de tous les sans-voix qui ne peuvent dénoncer l'exploitation dont ils sont victimes.

Adieu Philip Berrigan

Le 6 décembre dernier est décédé Philip Berrigan, à l'âge de 79 ans. Activiste de la paix et des droits de l'Homme, Berrigan a passé 11 ans de sa vie dans des prisons aux États-Unis. Après avoir combattu durant la Seconde Guerre mondiale, il fut ordonné prêtre en 1955. Dès les années 1960, il a participé à des campagnes de protestation, notamment contre la guerre au Viêt-Nam et contre les armes nucléaires. Il fut arrêté à plusieurs reprises malgré sa participation active mais pacifiste. Dans le *Washington Post*, l'acteur Martin Sheen a comparé Berrigan aux figures historiques de Gandhi et de Martin Luther King.

Portrait de femmes québécoises

Le Conseil du statut de la femme a publié un document d'information sur les jeunes Québécoises âgées de 15 à 29 ans et un autre sur les 65 ans et plus. Dans les deux cas, on y trouve des informations sociodémographiques, socio-économiques et une description générale de leur vie : leurs occupations, leurs aspirations, leurs perspectives d'avenir. Les conditions de vie et les questions de santé physique et mentale sont également abordées. Les nombreux tableaux agrémentent la lecture et permettent de trouver rapidement des informations pertinentes sur ces générations. Ces deux documents, bien qu'ils décrivent la vie des femmes, contiennent aussi de nombreuses données sur les hommes. Pour consultation, voir l'adresse : www.csf.gouv.qc.ca

Coopération internationale

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) vient de publier l'édition 2002-2003 du répertoire de ses membres. L'AQOCI regroupe 52 organismes de coopération et d'éducation à la solidarité internationale. Elle favorise une meilleure coordination des organismes de coopération internationale qui œuvrent au Québec. Le répertoire décrit les axes d'intervention de l'AQOCI et donne un aperçu de l'histoire, des objectifs et des activités de chaque organisme membre. Leurs secteurs d'activité sont également précisés. Le site www.aqoci.qc.ca permet d'accéder aux sites Internet des divers organismes membres de l'AQOCI.

UPS contre Postes Canada

La compagnie américaine UPS, géant mondial du courrier, a perdu sa poursuite contre le gouvernement canadien qu'elle accusait de nuire à ses profits en finançant Postes Canada et auquel elle réclamait 250 millions de dollars. Cette poursuite s'appuyait sur l'article 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, lequel accorde d'énormes pouvoirs aux multinationales. Certaines sont parvenues à obtenir gain de cause et des fonds publics en s'opposant à des législations environnementales. La portée de cet article vient heureusement d'être limitée par le jugement du tribunal d'arbitrage de l'ALENA. Le contraire aurait créé un précédent dangereux pour l'ensemble des services publics canadiens, du système de santé aux aqueducs. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et le Conseil des Canadiens sont parvenus, invoquant l'ampleur des enjeux, à exposer leur point de vue devant le tribunal d'arbitrage qui se tient habituellement en vase clos. UPS conteste aussi les taxes canadiennes qu'elle paie et les rabais de distribution aux publications canadiennes par Postes Canada, en plus d'exprimer d'autres doléances de « traitement discriminatoire ».

La brisure du monde

Entrevue avec Susan George

Politicologue française d'origine américaine bien connue, Susan George dévoile les tenants et aboutissants de la mondialisation néolibérale, conçue comme une véritable machine à concentrer les richesses et le pouvoir entre les mains de multinationales. Vice-présidente d'ATTAC-France, elle est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Le rapport Lugano*, paru chez Fayard en 2000. De passage au Québec en automne dernier, pour donner la conférence d'ouverture des Journées québécoises de solidarité internationale, *Relations* en a profité pour la rencontrer.

Relations : Dans votre livre *Le rapport Lugano*, la conquête idéologique et la guerre figurent parmi les fléaux pouvant pérenniser le système économique actuel, qui génère une grande partie de la misère et de la situation d'exclusion dans le monde. Si l'on regarde ce qui se passe après le 11 septembre, vous n'étiez pas loin de la réalité!

Susan George : Lorsque je publie un nouvel ouvrage, les gens me disent : « C'est très radical, vous allez beaucoup trop loin ». Et chaque fois, je m'aperçois qu'en fait, c'est plutôt le contraire, je ne suis pas allée assez loin. Cela s'applique à mes premiers livres sur la faim dans le monde. On voit, par exemple, comment les OGM réalisent tout ce qui était prévisible avec la révolution verte. C'est encore plus visible à propos des conséquences économiques de la dette sur le tiers-monde.

Dans *Le rapport Lugano*, j'ai essayé de montrer la logique destructrice et inhumaine qui régit le système économique actuel. La mondialisation néolibérale rejette dans les marges du marché une grande partie de l'humanité, laquelle est tout simplement considérée comme superflue. Au regard de la mondialisation, elle n'existe pas et peut bien disparaître! La prolifération des conflits internes dans les régions sans importance aux yeux du système économique ne peut qu'arranger « les maîtres du monde ». C'est d'ailleurs ce qui se passe en Afrique : « Laissez ces Africains et ces gens qui ne servent en rien à l'économie mondiale s'entretenir. C'est toujours ça de gagné! »

Le rapport Lugano poussait à l'extrême cette logique de l'indifférence à l'égard de cette humanité de trop : l'élimination pure et simple, par la maladie, la guerre, la famine. Le sida en Afrique fait de nombreuses victimes et nous laissons faire. On peut aussi penser que l'épidémie va gagner beaucoup d'autres pays. Mais je ne pense pas qu'on puisse arriver à massacrer tous ces gens, c'est impossible. Les tenants de l'ordre mondial laisseront pourrir des conflits, mais ils n'arriveront pas à faire taire tout ce monde. Ils ne pourront pas les empêcher d'agir, de faire entendre leurs voix, de rompre cette indifférence.

C'est un fait que la mondialisation néolibérale, contrairement à l'idée que l'on s'en fait, sépare radicalement le monde en deux : d'un côté, les compétitifs et, de l'autre, les non-compétitifs dont l'existence importe peu.

Rel. : À cet égard, les événements atroces du 11 septembre aux États-Unis n'ont-ils pas creusé une brèche dans ce mur du silence? N'ont-ils pas remis en orbite cette planète de la souffrance?

S.G. : Le 11 septembre aurait pu rappeler que nous partageons un seul et même monde. Cependant, le choc n'a pas été suffisant : il n'a pas poussé à une relecture radicale de la réalité. La peur a pris le dessus, une peur devant des actes abominables, mais aussi la peur de cette unification symbolique du monde qui remet trop de choses en question, dans notre manière de vivre et de penser.

Mais soyons clair. Les gens de Al Qaïda sont de véritables fascistes. Pour moi, il n'y a pas de différence entre tuer des Juifs parce qu'ils sont Juifs et tuer des Américains parce qu'ils

« La doctrine du libéralisme fait penser aux évangiles : il y aura beaucoup d'appelés mais peu d'élus – bien que le marché applique peut-être des normes un peu plus généreuses que Dieu. Nous affirmons néanmoins que le néolibéralisme global ne peut inclure tout le monde, pas même dans la plus prospère des nations. Il ne peut en aucun cas intégrer une population mondiale de 6 à 8 milliards d'individus [...] : nous ne pouvons à la fois soutenir le capitalisme et continuer de tolérer la présence de milliards d'humains superflus. [...] Ceux qui pourront participer au système parce qu'ils seront incapables d'embrasser sa culture ou ne le voudront pas feront peser un fardeau bien trop lourd sur le système en question; ils ne pourraient que se livrer à une véritable saignée sur la masse des individus productifs. Ces derniers finiront par refuser d'entretenir la masse énorme et en croissance constante des improductifs. L'affrontement est inévitable, pas seulement entre les civilisations, mais dans tous nos espaces sociaux actuels. Une population totale de la planète plus réduite est le seul moyen de garantir le bonheur et le bien-être de la grande majorité des gens. Choix qui peut paraître dur, mais qui est dicté à la fois par la raison et par la compassion. »

LE RAPPORT LUGANO, p. 91-109

sont Américains. Je n'éprouve aucune sympathie à leur égard.

Les pacifistes n'aiment pas quand je dis que n'importe quel président aurait attaqué l'Afghanistan après le 11 septembre. La riposte immédiate était inévitable. Mais, maintenant, nous sommes rendus dans le domaine du choix dans les manières d'agir. Or, on ne fait rien qui vaille, on ne donne pas à l'Afghanistan les sommes qui seraient nécessaires pour procéder à une véritable reconstruction. Ainsi on donne de nouveau aux Talibans et autres l'occasion de se reconstituer. Et il faut voir le succès des forces extrémistes aux élections pakistanaises! Rien n'a changé, sinon que les choses ont empiré.

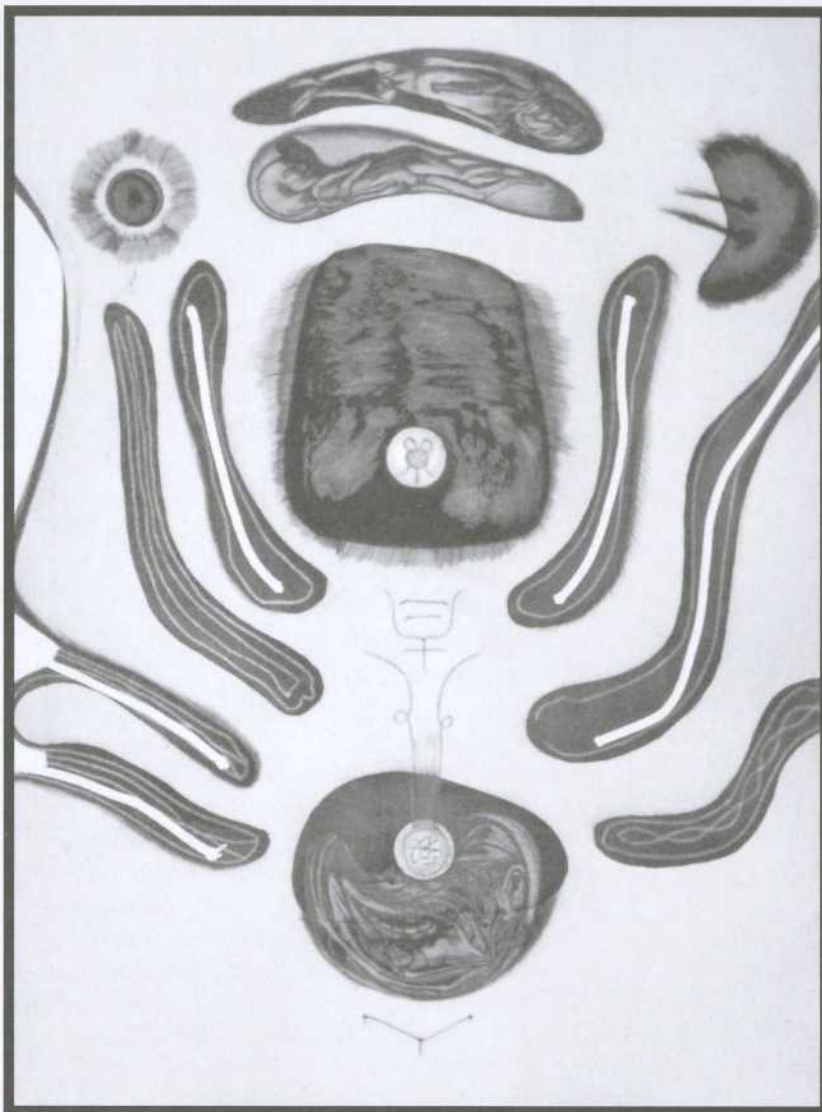
Pourtant, après l'Afghanistan, on pouvait se dire : nous avons fait la riposte militaire, ce que les citoyens nous demandaient, mais maintenant nous procédons à une autre stratégie. Nous allons investir très fortement pour réduire notre dépendance énergétique et inventer les moyens d'isoler ces forces terroristes qui nous visent. Et la meilleure façon d'agir contre elles, c'est de les isoler.

Or, on fait tout le contraire. On attise le feu, on leur accorde une légitimité, on élargit leur soutien par une attitude hégémonique, arrogante sur le terrain même d'où ils surgissent.

Un exemple parmi d'autres : des enfants en Indonésie, et ailleurs dans beaucoup de pays musulmans, fréquentent des écoles islamistes de la plus stricte observance, où ils appren-

Je n'ai plus l'impression qu'on prenne encore le monde au sérieux. Ce qui compte, c'est cette petite partie du monde qui nous inclut. Les autres n'existent pas.

nent à avoir horreur de l'infidèle. Pourquoi vont-ils dans ces écoles? Dans la plupart des cas, ce n'est pas parce que les parents trouvent que c'est la meilleure éducation, c'est tout simplement parce que les autres écoles sont payantes. La banque mondiale et le FMI imposent le recouvrement des coûts. Il me semble beaucoup plus intelligent de rendre les écoles publiques gratuites, de rémunérer les parents s'il y a des enfants qui travaillent, comme cela se fait au Brésil dans deux ou trois provinces progressistes, en donnant à la mère



l'équivalent du salaire de l'enfant (15 ou 20 \$) à la fin du mois, si l'enfant n'a pas manqué l'école. On gagne ainsi sur tous les tableaux. Pourquoi n'encourage-t-on pas ce type d'éducation dans des pays musulmans? Simplement par manque d'analyse, par ignorance de la réalité, par manque de rationalité anthropologique ou culturelle.

Plutôt que jeter de l'huile sur le feu, il faut assécher les marais. Mais Bush en est incapable. Les gens de l'entourage de Bush sont des faucons de la pire espèce. En comparaison, l'entourage de Reagan apparaît composé de pacifistes radicaux!

Rel. : Ce décrochage de la réalité, de la part de la superpuissance mondiale est pour le moins inquiétant. D'autant plus qu'il se manifeste d'une manière arrogante et convaincue et comme une stratégie réfléchie.

S.G. : Il s'agit bien d'une pensée claire et arrogante. C'est un fait! Toutefois, nous sommes loin d'une pensée rationnelle et sensée. Elle révèle plutôt une volonté de conquérant. On parle beaucoup actuellement, dans le cercle des stratèges américains, d'États en faillite, en disant : « Il faudrait s'en occuper, ce sont des foyers de conflits, de maladies, de drogues,

RENÉ DONAIS,
DEVENIR, EAU FORTÉ,
2002

de toutes sortes de désagréments pour nous. » Aux États-Unis, des gens théorisent sur l'occupation de l'Irak après la guerre, par exemple. Ils ont des projets de gouvernement démocratique extrêmement précis et, à mon sens, complètement délirants. Comme si on pouvait changer toute une culture du jour au lendemain, par simple décision d'experts ou du Pentagone!

Après la Deuxième Guerre mondiale, on réagissait autrement. On a créé des institutions comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire ou le GATT, qui sont devenues par la suite des cibles pour des gens comme moi, mais qui répondaient à l'époque à des problèmes réels. On a créé les Nations unies et fait la Déclaration universelle des droits de l'Homme. C'étaient des efforts à la fois théoriques et pratiques, certainement pas parfaits, mais qui reflétaient tout de même un esprit créateur et prenaient le monde au sérieux. Je n'ai plus l'impression qu'on prenne encore le monde au sérieux. Ce qui compte, c'est cette petite partie du monde qui nous inclut, nous et notre histoire, nos intérêts, notre système économique. Les autres n'existent pas.

Rel. : Devant ce cynisme, et notamment celui que manifeste le gouvernement américain qui se targue de réguler la planète selon ses vues, que pouvons-nous faire?

S. G. : La première chose, c'est d'informer, en particulier les Américains. S'ils sont très centrés sur eux-mêmes, c'est qu'ils sont très mal informés et politiquement analphabètes. Le fait de fonder une politique étrangère sur le combat du bien contre le mal, par exemple, bien que ce soit d'une extrême dangerosité, marche très bien aux États-Unis. Pourtant, nous ne sommes pas à l'église, mais dans le domaine des choix politiques. Les Américains ne connaissent pas l'histoire contemporaine de leur pays, ils ne savent pas du tout ce que les États-Unis ont fait dans de très nombreux pays (en Asie, en Afrique, en Amérique latine). Ils sont donc incapables de comprendre pourquoi on pourrait s'en prendre à eux.

Autre exemple d'ignorance politique, la majorité des Américains pensent que les territoires israéliens sont occupés par des Palestiniens, qu'Israël est la victime de l'occupation. C'est que les médias ne parlent jamais de l'occupation israélienne, ne parlent jamais du fait que les résolutions des Nations unies ne sont pas respectées. Les Américains sont très dépendants de l'information transmise par la télévision, concentrée entre les mains de quelques multinationales. On mesure l'effort incroyable de mobilisation et d'éducation politique que doit déployer le mouvement social aux États-Unis pour faire obstacle à cette désinformation, et faire ce

qu'il fait, notamment dans l'organisation de l'opposition à la guerre contre l'Irak. C'est assez formidable.

L'espérance en la victoire de la rationalité sur l'absurdité actuelle passe nécessairement par l'action citoyenne sur le plan national et international. Il y a urgence d'agir et de mettre de l'avant des propositions alternatives et réalistes, de l'ordre de l'assèchement des marais de la pauvreté, de l'inégalité, de la tristesse, du manque de perspectives, de l'isolement, du sentiment d'échec, etc.

Mon espérance ne signifie pas que je suis optimiste. Je vois des signes de réveil, des citoyens qui se saisissent des questions fondamentales, des alliances qui se scellent. Mais, en même temps, c'est extrêmement fragile. Si nous ne réussissons pas à changer le cours des choses, la catastrophe est inévitable, tant pour l'environnement que pour la paix et la justice. Si rien n'est fait, les choses ne peuvent qu'empirer parce que l'accélération est là, la machine est emballée. Nous sommes dans une situation limite qui peut basculer du jour au lendemain, comme dans la théorie du chaos : quelque chose d'infime est ajouté et tout le système bascule et devient totalement autre.

À regarder la réalité en face, on ne peut pas ne pas être attristé. On se doit d'agir même si on n'a aucune garantie de réussite. C'est peut-être là le sens tragique de l'existence. Si nous ne faisons rien, nous sommes certains du résultat; si, au contraire, nous faisons quelque chose, alors tout est possible... ●

(ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET)

« L'ère des fortes oppositions politiques et des grands fronts de solidarité, tels qu'ils se sont développés à propos du Viêt-Nam, du Chili, du Nicaragua ou de l'Afrique du Sud – cette ère-là est terminée. Lorsqu'il sera question des batailles contemporaines conduites par les pauvres, avec leurs stratégies politiques confuses et leurs massacres en apparence aveugles, il faudra toujours laisser sous-entendre que cela se passe chez des barbares et des sauvages, que le monde civilisé considère ces conflits comme pitoyables, infantiles et insolubles. La cohésion de l'Occident en sortira renforcée, ce qui est un avantage supplémentaire.

La réaction du monde civilisé aux conflits des pays du Sud n'en devrait pas moins se centrer sur les missions humanitaires. Si une telle proposition peut paraître en contradiction avec notre objectif final, n'oublions pas que sauver 50 personnes, de préférence en présence des caméras, peut constituer un rideau de fumée bien pratique pour en éliminer 50 000. Ces missions renforcent non seulement l'image des victimes comme étant incurablement faibles et incapables de résoudre leurs problèmes, mais aussi celle de leur pays en tant que cible légitime de ces missions (on n' imagine pas des missions humanitaires étrangères venant au secours des États-Unis ou de l'Allemagne). »

LE RAPPORT LUGANO, p. 175-176.

L'école face au défi de la laïcité

La laborieuse mise en place du nouveau service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire dans l'école québécoise montre que la réflexion sur la place que celle-ci veut accorder à un véritable accompagnement spirituel des jeunes, à l'expression des appartenances religieuses et à l'éducation à la diversité religieuse est loin d'être terminée.

ÉLISABETH GARANT

Après les consultations parlementaires de l'automne 1999 sur la place de la religion à l'école, le gouvernement du Québec a pris la décision de remplacer les services d'animation pastorale ou religieuse dans les écoles primaires et secondaires par un service complémentaire d'animation spirituelle et d'engagement communautaire (SASEC).

Au 1^{er} juillet 2001, les commissions scolaires devaient offrir le nouveau service dans toutes leurs écoles secondaires avec un personnel adéquat, tout en offrant un programme de mise à jour professionnelle aux animateurs et animatrices ayant les compétences requises. Au 1^{er} juillet 2002, cette réorganisation visait l'ensemble des écoles primaires.

Bien que le cadre ministériel¹ précisant les objectifs et le contenu de ce nouveau service semble en général bien accueilli, la réalisation et les conditions assurant son implantation s'avèrent souvent déficientes, fragilisant même, particulièrement au primaire, la viabilité et l'avenir d'une telle initiative. Alors que se préparent les demandes de crédit du ministère de l'Éducation (MEQ) au Conseil du Trésor pour l'année 2003-2004, il est nécessaire de faire le point sur cette première étape d'implantation et de s'assurer que le gouvernement prenne les moyens nécessaires pour que réussisse cette approche qui s'inscrit dans un effort de repenser la question religieuse à l'école.

Un nouveau service

Dans le débat sur la place de la religion à l'école, en 1999, des mémoires d'horizons fort variés (par exemple ceux de la CSQ, du Conseil exécutif du Parti Québécois, de la Coalition pour la déconfectionnalisation scolaire, du Centre justice et foi, de la Conférence des religieux et religieuses du Québec, etc.) ont insisté sur l'importance du service d'animation pastorale ou religieuse comme espace de gratuité, où l'élève est reconnu sans référence à son rendement scolaire, et comme lieu privilégié de réalisation et de transmission des valeurs que tous souhaitaient présentes dans le milieu scolaire. La question de l'importance d'accompagner les jeunes dans leur « quête ou recherche de sens » faisait largement consensus comme orientation à privilégier. Les mémoires du Forum de la Pastorale, de la Conférence des animateurs et animatrices de

pastorale, ainsi que celui d'un regroupement d'animateurs en milieu pluriethnique et plurireligieux demandaient aussi un changement dans l'appellation et dans le mandat qu'on confiait aux animateurs de pastorale.

Le choix d'offrir, pour l'ensemble des élèves, un service complémentaire non confessionnel d'animation spirituelle et d'engagement communautaire répond donc aux attentes qui avaient été exprimées. Cette décision s'inscrit aussi en cohérence avec la nouvelle formulation de la Loi sur l'instruction publique, qui affirme d'une part que « l'école publique doit faciliter le cheminement spirituel de l'élève afin de favoriser son épanouissement » (art. 36), mais que par ailleurs « le projet éducatif de l'école doit respecter la liberté de conscience et de religion des élèves, des parents et des membres du personnel de l'école » (art. 37). De plus, la Loi sur l'instruction

Le choix d'offrir, pour l'ensemble des élèves, un service complémentaire non confessionnel d'animation spirituelle et d'engagement communautaire répond aux attentes qui avaient été exprimées.

publique reconnaît dorénavant à l'élève le droit au service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire (art. 226) et demande aux commissions scolaires de s'assurer que l'école l'offre.

Une bonne idée difficile à mettre en œuvre

Ce nouveau service d'animation a une double fonction : celle d'accompagner le cheminement spirituel des jeunes, quelle que soit leur appartenance religieuse, mais aussi celle de développer leur conscience sociale qui s'actualise par un engagement dans le milieu.

Le cadre ministériel qualifie le service de « laboratoire de vie : lieu d'élaboration de sens et de solidarité permettant aux élèves, par l'expérience et la réflexion, de faire des pas dans le développement de leur vie spirituelle et de leur engagement envers la société ». Le service s'inscrit dans le projet éducatif de l'école et demande un travail de concertation avec l'ensemble du personnel. Les apprentissages proposés par le service se font à partir d'une approche centrée sur l'action qui comporte trois phases : agir, relire et réinvestir.

L'animation spirituelle est définie comme l'accompagnement des jeunes en vue « d'une démarche individuelle située dans une collectivité, qui s'enracine dans les questions fonda-

1. MEQ, *Pour approfondir sa vie intérieure et changer le monde*, cadre ministériel pour le Service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire, 13 mars 2001.

2. MEQ, *L'animation pastorale dans les écoles secondaires pluriethniques et plurireligieuses*. Compte-rendu de recherche pour la Direction de l'enseignement catholique, p. 8.

mentales de sens à la vie et qui tend vers la construction d'une vision cohérente et mobilisatrice, en constante évolution.[...] Les élèves doivent vivre des situations de réflexion et d'expérimentation qui les aideront à faire librement des progrès dans leur vie spirituelle en vue d'unifier leur être dans une vision de l'existence. »

Le choix de maintenir un service d'animation spirituelle dans une école laïque pose nécessairement le défi de définir ce service dans un nouveau rapport à la dimension religieuse. Le service doit à la fois reconnaître le vécu religieux des jeunes et ne pas s'y limiter. La spiritualité dont il est question doit aussi être prise dans une perspective philosophique, comme dimension essentielle de l'individu et de la communauté humaine, la démarche spirituelle se construisant toujours dans un rapport à l'autre.

L'engagement communautaire est, quant à lui, défini comme « une contribution de l'individu à la vie collective fondée sur la reconnaissance de la valeur et de la dignité des personnes et orientée vers la construction d'une société plus harmonieuse et plus solidaire. [...] Les élèves doivent s'engager dans des projets personnels et collectifs susceptibles d'améliorer leur milieu et la société en vue de se donner une conscience sociale. » Il vise le développement d'une conscience sociale en lien avec une éthique de solidarité basée sur la dignité humaine et le développement d'une capacité de débat critique sur les réalités sociales.

L'engagement dans des projets d'intervention et de transformation pour la communauté scolaire, pour la société ou le monde, sont des occasions de faire émerger des questions de sens que portent les jeunes et sont des occasions de les aider à y répondre selon leur âge. Il doit aussi y avoir la reconnaissance d'une réalité qui nous dépasse, d'une transcendance ou d'une vision d'un monde commun, à laquelle contribue l'engagement communautaire.

Un travail important reste à faire pour le rapprochement entre les deux volets du service. Le cadre ministériel établit un rapport de réciprocité entre l'engagement communautaire et la spiritualité. Mais sa compréhension par les animateurs

Le choix de maintenir un service d'animation spirituelle dans une école laïque pose nécessairement le défi de définir ce service dans un nouveau rapport à la dimension religieuse.

et animatrices et le développement de pratiques allant dans ce sens ont grandement besoin d'être consolidés pour que le service ne se réduise pas à la vie étudiante ou à un programme d'éducation civique comme le souhaitent certaines directions d'écoles.

Un passage différent pour le primaire et le secondaire

Cette transformation du service de pastorale a eu des conséquences très différentes au primaire et au secondaire. Dans plusieurs écoles secondaires, l'animation pastorale avait déjà

connu une sécularisation importante. Les activités privilégiées, particulièrement dans les écoles pluriethniques et plurireligieuses², s'inscrivaient aussi plus facilement dans l'orientation du nouveau service. Les liens avec la pastorale diocésaine étaient déjà ténus et l'autonomie du nouveau ser-



vice face aux confessions chrétiennes vient confirmer une tendance amorcée. De plus, les animateurs et animatrices étaient déjà reconnus comme des professionnels dans le monde de l'éducation et possédaient la formation académique exigée pour le SASEC. La nouveauté du service est donc très relative dans plusieurs milieux.

Le caractère beaucoup plus confessionnel du service de pastorale au primaire a par contre nécessité une réorganisation majeure pour assurer la mise en place du SASEC. Le passage a été vécu avec difficulté dans plusieurs lieux puisqu'une partie importante du personnel déjà en place ne détenait pas de formation universitaire et ne répondait donc pas aux exigences d'embauche du nouveau service. Cela a entraîné plusieurs mises à pied, un sentiment de non-reconnaissance du travail réalisé depuis de nombreuses années pour certains et des réorientations de carrière pour d'autres. La prise en charge complète de ce service par le MEQ, et non plus conjointement avec les Églises, modifie donc de façon importante l'approche prédominante qui était encore très liée à la paroisse.

Au primaire comme au secondaire, le SASEC suppose un rapport différent avec le milieu scolaire par son intégration dans la perspective des services complémentaires et de la réussite éducative. Les activités proposées par le service ne sont plus confinées à l'anonymat des fins de semaine ou restreintes aux cours d'enseignement religieux. Elles se dévelop-

pent progressivement dans le cadre de diverses collaborations interdisciplinaires et se réalisent principalement pendant les heures de classe.

Quelles ressources?

De façon générale, le contenu proposé pour ce nouveau service est bien accueilli et rallie un grand nombre d'acteurs du milieu scolaire. Mais sa pertinence demeure extrêmement fragile et même irréalisable si un financement adéquat n'est pas accordé pour assurer l'embauche d'un personnel qualifié et permettre un temps de présence significatif dans les écoles. Dans le cas du secondaire, les effectifs et les ressources affectés à l'animation pastorale et religieuse avaient déjà été soumis aux restrictions budgétaires en éducation des dernières années. La situation s'est donc peu modifiée avec la nouvelle loi et les budgets habituels ont été reconduits.

La situation est par contre beaucoup plus critique pour le primaire. La prise en charge complète de ce service par le MEQ et la reconnaissance d'un statut professionnel pour le personnel ont entraîné l'affectation d'un nouveau budget aux commissions scolaires afin d'en assurer la disponibilité dans l'ensemble des écoles primaires. Les différentes instances concernées par ce dossier (CSQ, Fédération des comités de parents, Conférence des animateurs de pastorale...) avaient évalué à 30 millions de dollars le budget nécessaire pour offrir un service de qualité dans l'ensemble des écoles.

Le MEQ en est donc bien loin avec les 13 millions de dollars par an qu'il s'est engagé à verser pour les trois prochaines années, et le refus des commissions scolaires d'accorder les 3 millions de dollars qu'elles affectaient à l'ancien service d'animation pastorale. De plus, comme ce budget n'est pas constitué en enveloppe fermée, les mesures incitatives pour faire en sorte que les commissions scolaires utilisent ces fonds pour l'implantation du SASEC ont été suivies de façon très inégale. Certaines commissions scolaires, ayant pourtant reçu leur budget depuis septembre 2002, n'avaient toujours pas de personnel affecté à ce service au 1^{er} janvier 2003. À cette date, on estime qu'environ 70 % des animateurs avaient été embauchés, dont la moitié doivent offrir le service dans des conditions non viables. Le MEQ ayant toujours refusé de préciser le ratio élèves/animateur acceptable pour réaliser les objectifs poursuivis par un tel service, plusieurs animateurs doivent couvrir une dizaine d'écoles et on assiste même à des aberrations comme l'affectation d'une personne pour 22 écoles.

Dans de telles conditions, on ne peut espérer démontrer quelque pertinence que ce soit au service. Le 15 mai 2002, le ministre de l'Éducation communiquait par écrit son appui à la mise en place de ce nouveau service à l'ensemble des présidentes et présidents des commissions scolaires. « Je veux tout d'abord vous faire part de l'importance que j'accorde à ce nouveau service pour la formation des élèves. [...] Les finalités éducatives de ce nouveau service répondent à des besoins

incontournables de notre société. Sa mise en œuvre doit être vue comme un projet collectif qu'il faut apprendre à réaliser progressivement ensemble. » On ne peut pas, d'un côté, reconnaître l'importance de cette présence dont nos milieux scolaires ont grandement besoin et, de l'autre, ne pas fournir les ressources nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement. Le ministre poursuivait ainsi sa lettre : « Au cours des deux années qui suivront, nous déterminerons d'autres moyens de soutenir davantage les commissions scolaires, entre autres sur le plan financier, afin d'assurer que les écoles et les élèves ont à leur service des animatrices et des animateurs en nombre suffisant. » Il faut absolument qu'un pas significatif dans cette direction soit fait dès maintenant.

Le SASEC est pionnier dans sa façon de prendre en compte la dimension spirituelle, philosophique et religieuse de l'expérience humaine dans le cadre d'une école laïque, puisqu'il n'existe pas d'initiatives similaires dans d'autres systèmes scolaires. Il serait fort regrettable que nous n'accordions pas tous les efforts nécessaires pour que réussisse cette tentative d'instaurer une laïcité ouverte. Cette dernière passe aussi par

Il serait fort regrettable que nous n'accordions pas tous les efforts nécessaires pour que réussisse cette tentative d'instaurer une laïcité ouverte.

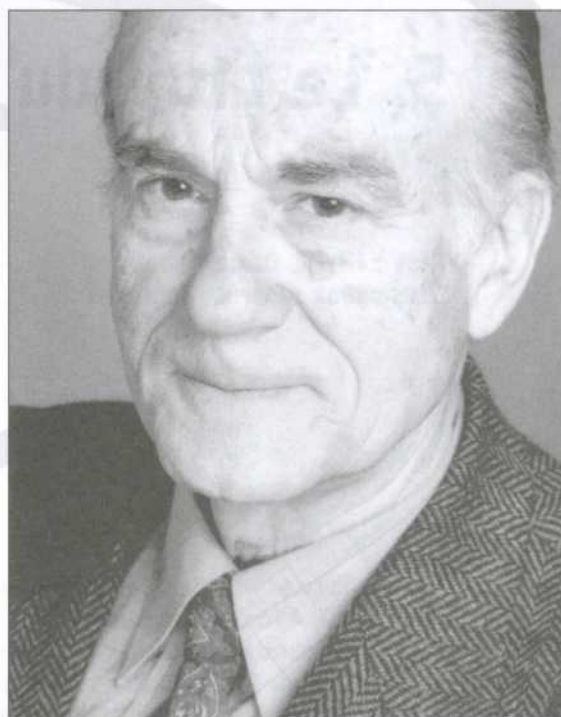
la valorisation d'un véritable enseignement du phénomène religieux, outillant les jeunes pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et les préparant à vivre dans une société de plus en plus marquée par la diversité religieuse et culturelle.

« Pour vraiment remplir sa mission éducative, l'école doit fournir aux jeunes les outils pour fonctionner positivement dans cette diversité. L'école doit viser la compréhension des phénomènes de la croyance et de la non-croyance, le développement d'attitudes d'accueil et de respect de l'expérience religieuse et non religieuse, la connaissance de la diversité des valeurs et des croyances et la délibération critique sur les différentes conceptions du monde. » Cette phrase de Micheline Milot, écrite avant les récents changements de la confessionnalité, représente un appel toujours urgent à entendre.

Des objectifs auxquels ne saurait répondre le compromis pragmatique, mis de l'avant par le ministre François Legault, en juin 2000, qui maintenait l'enseignement confessionnel (en réduisant le temps alloué) et qui introduisait timidement un enseignement commun d'éthique et de culture religieuse en quatrième secondaire (dont la mise en œuvre est à nouveau reportée en 2004). Au contraire, il risque de discréditer tout effort de prendre en compte autrement le phénomène religieux dans l'apprentissage des jeunes et de rendre de moins en moins attrayante la formation que les maîtres ou les futurs maîtres pourraient se donner pour relever adéquatement ce nouveau défi. ●

Jacques GRAND'MAISON

*Une figure marquante
de la société québécoise*



QUESTIONS INTERDITES SUR LE QUÉBEC CONTEMPORAIN

« Quand l'histoire disparaît du paysage, les horizons d'avenir s'estompent. On ne peut faire du neuf durable si on efface les traces des chemins parcourus. Ma vieille main chevrotante n'en est pas moins convaincue ».

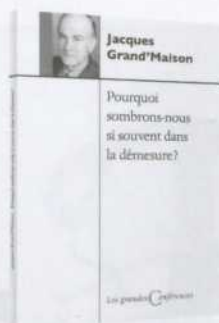
90 pages • 9,95 \$



RÉENCHANTER LA VIE

Dans cet ouvrage différent de ce à quoi il nous a habitués, Jacques Grand'Maison avance par touches progressives dans l'intelligence et la pratique du discernement spirituel pour en révéler la saveur et le bonheur de s'y prêter, de s'y investir.

296 pages • 24,95 \$



POURQUOI SOMBRONS-NOUS SI SOUVENT DANS LA DÉMESURE?

Comme Bourdieu, je souhaite contribuer avec d'autres à « reconstruire des idéaux réalistes sans mystifier les consciences ».

56 pages • 6,95 \$



NOUVELLE ÉDITION QUAND LE JUGEMENT FOUT LE CAMP *Essai sur la déculturation*

Un vibrant plaidoyer à la défense de ce que l'être a de plus spécifique, à savoir le discernement, l'intelligence critique, la conscience, la liberté intérieure, l'articulation de sens...

340 pages • 14,95 \$

5. Le bruit du passé

TEXTE : HÉLÈNE DORION

ILLUSTRATION : ELMYNA BOUCHARD

Peut-on croire que des taches d'encre aident à vivre?

FRIDA KAHLO

Tu soupèses le livre, les visages
qu'il dévore comme des ombres
absentes, sur les murs, tout
n'est que feuilles en feu
vent qui l'accable, et le mystère
demeure entier.

Les mots s'entassent, s'affolent
soudain on brûle les ombres
autour de toi. Ta vie disparaît
entre les pages qui s'ouvrent.

Sur les rayons, les livres convoquent
ces mondes de papier que tu caresses
du bout du doigt, de la main
et ta vie s'y enfouit.

Mers, montagnes, saisons
soufflent des histoires, remuent
l'invisible qui fléchit sous le poids.

À peine entrée n'effleures-tu déjà
que le secret d'une âme?



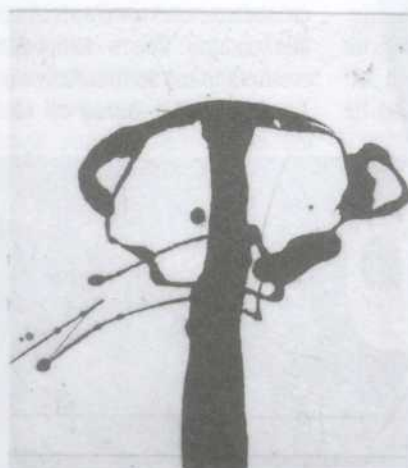
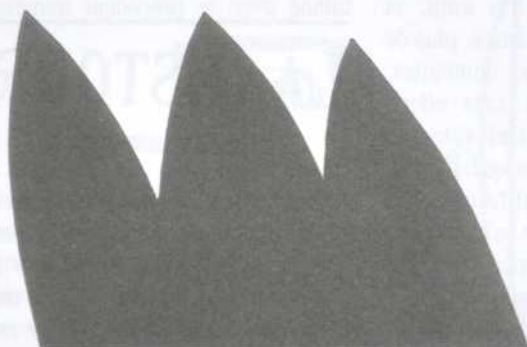
Seize par seize centimètres
des mots de plomb sur le papier
bouffant que déchirent les traits d'ocre
et de bleu. Les signes, tels des pas
avancent en un seul voyage.

La lumière disperse des pierres
que le temps casse dans tes mains.

Goethe Rilke Rûmi Montaigne
– sous la langue roulent les eaux
l'Enfer de Dante et celui de Marina
Tsvetaïeva, chacun rend à l'autre
l'encre qu'il lèche sur la feuille jaunie.

Le gouffre, le mirage que l'œil dévoile.

Ulysse s'éveille au milieu du brouillard
Ithaque s'efface, trop loin dans l'histoire
où se fauillent tes pas. Peut-être le bruit
du passé allège-t-il l'obscur voyage?



L'ANNIVERSAIRE,
EAU FORTE, 1997

A hand-drawn diagram consisting of a horizontal line with several sharp, downward-pointing 'V' shapes (wavy line) drawn below it. An arrow points from the right towards the wavy line.

bibliolib.net

gallica
la bibliothèque numérique

Bibliothèque
nationale
de France



Le site Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France, par exemple, met à la disposition des internautes des milliers de livres, du Moyen Âge au début du XX^e siècle (jusqu'à Zola) : des millions de

À ceux et celles qui s'intéressent à la littérature anarchiste – ou qui voudraient poursuivre une réflexion entamée avec le précédent numéro de

Organe Communiste-Anarchiste

Relations sur l'anarchisme – je conseille bliolib.net, la bibliothèque libertaire qui offre des livres et articles d'une centaine d'auteurs. On y trouve de petits bijoux, tant pour leur rareté que pour leur contenu. Je pense bien entendu aux textes d'auteurs plus connus comme Pierre Kropotkine, dont certains livres sont difficiles à trouver. *La grande Révolution* en est un, qui



donne à voir la Révolution française à partir du peuple, et non des grandes têtes d'affiche, comme de coutume. À ceux de Malatesta, Proudhon, Bakounine, Reclus, Emma Goldman et plus récemment de Debord, Bookchin et Chomsky. Je pense aussi à des textes d'auteurs malheureusement moins connus : comme Voltairine de Cleyre, cette anarchiste américaine du temps de la Guerre de sécession; Nestor Makhno, leader du mouvement insurrectionnel d'Ukraine, qui dut subir les feux tant de l'Armée blanche tsariste que de l'Armée rouge, dans les premières années de la révolution russe; Voline, son ami, et son œuvre maîtresse, *La Révolution inconnue*; ou encore Barthélemy de Ligt, ce révolutionnaire non violent hollandais qui milita au sein de l'Internationale des résistants à la guerre et dont on offre une conférence de 1937 sur la guerre civile.

Lectures précieuses en perspective. Mais le livre, c'est encore autre chose.

JEAN-CLAUDE RAVET

VIDÉO



DES HOMMES DE PASSAGE

RÉALISATION : BRUNO BOULIANNE

PRODUCTION : ÉRIC MICHEL

DISTRIBUTION : ONF

DOCUMENTAIRE, COULEUR, 43 MIN

Le visionnement de ce documentaire ne peut laisser indifférent. Les 43 minutes qu'il nous invite à passer dans la prison de Bordeaux, à Montréal, où des hommes purgent des peines de deux ans et moins, ouvrent un espace à une humanité blessée et méconnue. Le tournage se passe dans le studio des Souverains anonymes, créé par Mohamed Lotfi en 1989. L'émission, unique en son genre, permet à ces hommes qui vivent dans un espace clos d'échanger des propos avec des invités de l'extérieur, tout en s'exprimant par la musique et l'écriture. Près de 8000 détenus y ont déjà pris la parole.

DES HOMMES DE PASSAGE

UN FILM DE BRUNO BOULIANNE

Un micro entre ainsi en prison pour recueillir et diffuser des voix humaines aux accents de vérité. Dans l'intimité du studio, le contact s'établit avec la foule des auditeurs anonymes dont ces détenus touchent le cœur et qu'ils rejoignent dans leur expérience singulière. Ici le pouvoir des mots est associé au pouvoir des images et des visages.

Le documentaire affirme haut et fort que malgré les cellules, les caméras, la surveillance, les portes innombrables, les barreaux et le bruit continu, le détenu reste avant tout un homme. « Je vaudrais plus que la prison. Je ne suis pas qu'un numéro de dossier. Je mérite plus de respect que je

ne m'en donne », dit l'un d'entre eux. Et cette dignité passe par la parole, l'échange, l'expression artistique qui permet de cultiver l'imaginaire et d'ouvrir un espace dans sa tête. Car le séjour en prison rend vulnérable. Une porte s'ouvre lorsque cette vulnérabilité peut s'exprimer sous un mode symbolique de l'écriture, de la musique ou des chansons, la mettant à distance.

Cependant, il serait si facile de ressembler aux murs de la prison et de prendre son parti d'un environnement qui déresponsabilise! « Tu adaptes la prison à toi, tu n'as pas de responsabilité, les gardiens font tout pour toi. » Certains le vivent ainsi, d'autres prennent alors conscience de la beauté de la vie qui habite le monde à travers tout ce qu'ils ont perdu. Ils acceptent l'aventure du silence et le fait de se retrouver seuls face à leur souffrance qu'ils ne peuvent fuir par

aucun moyen. Chacun, mis au pied du mur, ressent bien que son enfer est plus intérieur qu'extérieur.

Le mérite de ce documentaire est d'ouvrir nos yeux sur l'univers carcéral et surtout sur ceux qui l'habitent, en découvrant notre humanité commune avec ses forces et ses faiblesses, sa violence et sa tendresse. Bien sûr, tous les détenus ne participent pas à Souverains anonymes. Ceux qui s'y risquent sont probablement ceux qui sont déjà en chemin, ceux chez qui une brèche s'est ouverte. Il est possible d'entrer en contact avec eux sur le site Internet : www.souverains.qc.ca

ANNE-MARIE AITKEN



L'autre siècle

PAUL BEAUCHAMP, MICHEL DE CERTEAU,
JEAN DANIELLOU, HENRI DE LUBAC, PIERRE
TEILHARD DE CHARDIN, *GRANDES VOIX JÉSUITES
DU XX^e SIÈCLE*, PARIS, BAYARD, 2002, 348 p.

Ce livre est composé de textes fortement situés, d'une étonnante actualité, publiés par la revue jésuite *Études* entre 1914 et 1967. Le chœur de ces multiples voix s'ouvre sur des « Fragments d'histoire ». Des conflits occupaient l'avant-scène : exils de communautés religieuses, conflits entre l'école laïque et l'enseignement privé et, à l'intérieur de l'Église, conflits entre les instances responsables de la marche du concile Vatican II. D'autres menaces planaient sur le monde : notamment l'événement atomique déclenché depuis 1945, dépassant la répulsion instinctive de nos sensibilités.

La seconde section du recueil s'intitule « Modelage du monde ». Les grandes voix jésuites du XX^e siècle y participent largement. Teilhard de Chardin se demande : « Que se passe-t-il en ce moment sur la Terre ? » Il répond qu'il existe au cœur de l'univers un centre divin de convergence : le point Oméga, dont la perception est capable d'échauffer psychiquement la Terre et d'ouvrir une perspective cohérente où convergent les courants de la science et celui de la religion. Avec Louis Beirnaert, l'indissolubilité du couple trouve dans la nature de l'amour et la parole donnée le fondement de sa stabilité inscrite dans l'institution matrimoniale. Plutôt que d'être une sorte d'interdit, elle pose le couple comme le lieu même où se joue le sort de l'amour et du désir.

Plus loin, nous retrouvons avec Pierre Antoine la signification traditionnelle de la loi naturelle. La nature humaine n'est effective que dans une culture et la morale est apprise au sein d'une famille et d'un peuple qui inculque la première figure de la loi liée à la particularité de la communauté. La première figure du droit naturel est la

vérité de l'être humain pleinement développée. Immanente à la créature, la loi naturelle prend son origine et son sens total dans la loi éternelle. Elle est essentielle pour que l'Église soit présente au monde à évangéliser.

Après la Seconde Guerre mondiale, viennent le dialogue œcuménique avec René Marlé et l'œuvre de Bonhoeffer, *L'étranger* de Michel de Certeau et ses textes-frontières, l'après-concile com-

Paul Beauchamp
Michel de Certeau
Jean Daniélou
Henri de Lubac
Pierre Teilhard de Chardin
**GRANDES VOIX JÉSUITES
DU XX^e SIÈCLE**

 ÉTVDES

menté par François Varillon; enfin la réappropriation de l'Écriture menée par Paul Beauchamp et Jacques Guillet. Tous ces Jésuites, penseurs et écrivains, ont contribué à ouvrir au christianisme de ce dernier siècle une porte sur l'avenir, à élargir son horizon à la mesure d'une existence réconciliée, à faire de cette réflexion collective une grande leçon d'humanité.

JEAN-MARC DUFORT

L'injustice américaine

THOMAS LEMAIRE, *LA JUSTICE JUSQU'À
L'ABSURDE, MICHAEL ET BECKY PARDUE*, PARIS,
FAYARD, 2001, 263 p.

Un jeune de 17 ans est condamné en 1973, aux États-Unis, à trois fois la prison à vie pour trois meurtres qu'il n'a pas commis. Cette tragique erreur judiciaire n'est malheureusement pas unique en nos États de droit. Michael Pardue, peu scolarisé, étudie pourtant le droit en prison et se battra seul, pendant 10 ans, contre cette injustice,

avant de poursuivre son combat avec l'aide de Becky, devenue son épouse, pendant 14 autres années! En 1997, âgé de 41 ans, Michael Pardue réussit enfin à faire reconnaître sa complète innocence. Et au lieu d'être libéré, il est condamné à nouveau à la prison à vie, cette fois sans possibilité d'une libération conditionnelle, pour les trois tentatives d'évasion qu'il a commises, sans aucune violence, en 1977, 1978 et 1987!

Thomas Lemaire, jeune avocat français, n'apprend l'existence de cette histoire qu'en septembre 1998. Il décide d'en faire son sujet lors du Concours international de plaidoirie de Caen, qu'il remporte. C'est ainsi qu'il commence à correspondre avec Michael et Becky, qu'il rencontrera finalement en mars 2000. C'est l'origine de ce livre à la fois tout simple, attachant et important.

Simple par l'écriture et par l'approche, dénué du jargon juridique, et qui se lit comme un roman. Simple aussi, à la manière d'une tragédie grecque, en ce qu'il raconte le combat d'un homme seul contre les forces de l'autorité qui semblent se confondre avec la fatalité.

Attachant parce c'est l'histoire infiniment concrète d'un homme et d'une femme, chacun ancré dans une histoire familiale très difficile, qui se rencontrent de la plus improbable manière, qui s'aiment au-delà des conventions et du bon sens, et qui vont se consacrer entièrement, seuls contre tous, à cette lutte pour la justice et pour la vérité.

Important parce qu'il nous fait voir et sentir, autant par la raison que par les émotions, la terrible réalité de la justice criminelle américaine. Symbole de la démocratie, les États-Unis exécutaient pourtant, en 2000, un condamné toutes les 103 heures, ce qui les place parmi les cinq pays qui exécutent le plus de prisonniers dans le monde (responsables ensemble de 85 % des exécutions mondiales) avec la Chine, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la République du Congo. Les États-Unis sont aussi l'un des seuls pays, avec la Somalie, à ne pas avoir signé la Con-

vention des Nations unies relative aux droits des enfants, rejoignant ainsi le « club » des pays où l'on exécute des mineurs.

Michael et Becky Pardue ont demandé, pendant des années, l'appui d'innombrables groupes, personnalités ou politiciens. Personne n'a répondu. Et c'est à la seule force de leur courage et de leur détermination qu'ils ont fini, avec l'aide de quelques trop rares amis, par surmonter les obstacles qui s'accumulaient systématiquement sur leur chemin. Lire leur histoire exemplaire est l'occasion de prendre conscience des drames et des espoirs qui se cachent derrière tous les appels à l'aide qui nous sont lancés et auxquels nous faisons trop souvent la sourde oreille. Ne fût-ce que pour cela, Thomas Lemaire devrait être chaleureusement remercié.

Michael Pardue bénéficie, depuis le 15 février 2001, d'une libération conditionnelle extrêmement sévère, accordée jusqu'en 2006, et peut enfin prendre dans ses bras celle qu'il aime à distance depuis 1983 et qu'il a pu épouser, en prison, en 1987. Le combat pour la justice continue.

DOMINIQUE BOISVERT

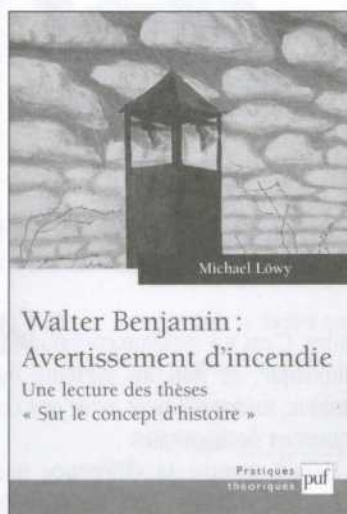
Du revers de l'histoire

MICHAEL LÖWY, WALTER BENJAMIN :
AVERTISSEMENT D'INCENDIE. UNE LECTURE
DES THÈSES « SUR LE CONCEPT D'HISTOIRE »,
PARIS, PUF, 2002, 137 p.

L'auteur, professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris et directeur de recherches au CNRS, nous livre ici une réflexion décapante sur l'œuvre maîtresse de Walter Benjamin, *Thèses sur le concept d'histoire*. Celles-ci ne furent publiées que peu de temps après la mort de leur auteur, par les soins de Hannah Arendt, à qui il avait confié le manuscrit en 1940, alors qu'elle prenait le bateau pour les États-Unis, à Marseille, fuyant la menace nazie. Lui-même n'avait pu obtenir de visa et

s'apprêtait à fuir vers l'Espagne par les Pyrénées. La tentative ayant échoué, il se suicida en septembre 1940. Cet écrit constitue en quelque sorte son testament spirituel.

Le parcours intellectuel de l'auteur le préparait particulièrement bien à saisir la pensée benjaminienne tout à fait hors norme, inclassable, originale. Philosophe, historien, traducteur, critique littéraire, nouvelliste, Benjamin était proche à la fois d'Adorno et de l'école de Francfort, de Brecht, comme de la pensée anarchiste, sans parler de son amitié de toujours avec Scholem, philosophe spécialiste de la kabbale. On retrouve par ailleurs dans son œuvre les traces de ses lectures assidues d'auteurs aussi différents que Proust, Péguy et Kafka.



Les Thèses sur le concept d'histoire que l'auteur commente et qu'il considère comme « un des textes philosophiques et politiques les plus importants du XX^e siècle » cristallisent en condensé cette pensée qui s'enracine dans une pluralité de sources littéraires et philosophiques issues du marxisme, de l'anarchisme, du judaïsme et du christianisme.

Assemblage de fragments, d'aphorismes, où l'image et l'allégorie constituent la porte d'entrée dans l'énigme, ces Thèses, au nombre de dix-huit, jet-

tent le lecteur dans l'abîme déconcertant de la rumination, le forçant, telle une pensée poétique, à s'arracher aux clichés qui tiennent lieu de compréhension, à pénétrer dans la maison ancestrale de la parole et y à chercher la clé capable de dévoiler le sens du présent, masqué par les fausses évidences et marqué du signe de la marchandise. Les commentaires de l'auteur sont autant de torches allumées dans un labyrinthe aux multiples recoins d'ombre, qu'on saisit avec soulagement. Balises précieuses, ils n'exemptent pas de l'effort de lecture et d'une marche inquiétante, soutenue dans le texte.

W. Benjamin y dénonce tant le mythe du progrès historique qui génère fatalisme et soumission que « les menaces que fait peser sur l'humanité le progrès technique et économique, promu par le capitalisme », qui laissé à lui-même ne peut mener qu'à la catastrophe.

Il en appelle également à « brosser l'histoire à rebrousse-poil », à contresens, depuis les vaincus et les ruines sur lesquels les civilisations se construisent, pour réveiller l'espoir des opprimés et leur force subversive, comme autant de braises enfouies sous les cendres de l'histoire officielle.

Comme le montre bien Michael Löwy, ces Thèses dessinent, à travers les concepts clés de remémoration et de rédemption, d'origine théologique, une nouvelle conception matérialiste de l'histoire, du temps et de la liberté, en tant que saut, interruption, discontinuité, qui permet une compréhension historique « du point de vue des vaincus ».

Contre l'histoire des vainqueurs qui n'ont pas cessé de vaincre, « contre la célébration du fait accompli, les routes historiques à sens unique... il faut revenir à ce constat essentiel : chaque présent ouvre sur une multiplicité d'avenirs possibles », conclut l'auteur. Là réside l'espoir dans la lutte des sans-espoir, l'étoile dans la nuit tombée des opprimés d'hier et d'aujourd'hui.

JEAN-CLAUDE RAVET

La saveur de l'argent

MARCEL HÉNAFF, *LE PRIX DE LA VÉRITÉ : LE DON, L'ARGENT, LA PHILOSOPHIE*, PARIS, SEUIL, 2002, LA COULEUR DES IDÉES, 551 P.

Il est des livres dans lesquels on s'enfarge. On voudrait lire en diagonale pour ne pas négliger le reste de son travail, tout en sachant bien que le temps « perdu » à lire portera encore des fruits dans dix ans. À chercher le prétexte, on finit par traverser l'ouvrage d'un couvert à l'autre en essayant de décoder la vraie démarche de l'auteur. Voilà le plaisir trouble que l'on a avec *Le prix de la vérité*. C'est un livre à la fois clair et difficile, exigeant, dérangeant, un livre ample et superbement informé, un livre qui permet de comprendre, en même temps, pourquoi certaines choses ont un prix dans la vie et doivent en avoir un dans le système marchand; et pourquoi d'autres choses n'en ont pas et ne sauraient en avoir parce qu'elles relèvent d'un autre système, celui du don cérémoniel, là où se tissent les fils d'un tissu social usé. « C'est en même temps que renaissent un sentiment d'honneur, le sens d'une civilité presque cérémonielle, le plaisir d'être ensemble, et la certitude que, cette dignité ressentie, c'est la reconnaissance que l'on s'accorde les uns aux autres; que cela est la vie même, qu'elle est donnée et reste hors de prix. » Ce sont là les dernières phrases du volume.

Le propos fondamental de l'auteur, qui est à la fois ethnologue et philosophe, est d'expliquer notre rapport à l'argent. Pourquoi l'argent occupe-t-il autant d'espace dans notre société? Pourquoi une certaine intelligentsia le méprise-t-elle tant, tout en maintenant un rapport ambigu avec lui? Pourquoi y a-t-il des choses qui n'ont pas de prix et semblent échapper à la logique du système marchand?

En partant des propos de Socrate, qui refusait d'être payé pour son enseignement après avoir analysé la pensée grecque à l'égard de l'argent, celle de Platon carrément méprisante, celle d'Aristote, beaucoup plus subtil, celle des Sophistes, étonnamment modernes, l'auteur fait appel à la contribution de l'ethnologie et de l'anthropologie. Rappelant la contribution de Malinowski et de Mauss (plus récemment ici, nous connaissons les travaux de Jacques T. Godbout), Hénaff décrit le système du don : donner, recevoir,

tout le don du côté de Dieu, laisse le terrain des relations sociales aux soins d'une régulation générée par l'activité laborieuse et les affaires ». Alors que l'éthique protestante pointe du côté du travail, l'éthique catholique pointerait plutôt du côté de la charité, des bonnes œuvres, de la compassion.

Dans l'échange et l'espace marchand, la visée est celle de la circulation et de la justice. Hénaff s'attarde longuement sur l'importance de la monnaie dans un système de justice et de liberté, sur la pensée de Georg Simmel (1858-1918) et sa *Philosophie de l'argent*. Suivent des exposés brefs, mais stimulants, sur Montesquieu et surtout sur Freud.

Hénaff ne prend pas position sur les questions débattues de l'heure : le capitalisme et la mondialisation, la brevetabilité du vivant, l'extension du marché. Sa critique implicite de la spéculation le met à l'abri des dénonciations de la gauche. La beauté de la pensée de Hénaff est de maintenir la légitimité, dans la même société, de deux systèmes complémentaires : celui du don cérémoniel et celui du marché. Son livre n'est pas un livre de controverse, mais un ouvrage très érudit qui permet de comprendre.

La construction de l'ouvrage est complexe, dialectique, dans un développement de type musical avec une ouverture et une sortie qui reprennent les mêmes thèmes. Si vous vous intéressez aux questions d'argent, si vous vous interrogez sur l'emprise du marché et sur ce qui n'a pas de prix, si vous ne devez lire qu'un livre cette année, de grâce lisez celui-là.

ANDRÉ BEAUCHAMP



rendre. C'est un système cérémoniel et symbolique, et non un système économique, même s'il peut avoir des conséquences économiques.

Hénaff montre la différence nette entre les sociétés non sacrificielles (chasseurs-cueilleurs) et les sociétés sacrificielles. Dans le contexte du sacrifice, il montre l'importance symbolique de la justice vindicatoire. Cela le conduit ensuite à un solide développement sur les paradoxes de la grâce : la grâce n'est-elle pas l'apogée d'un système de don, où la dette est annulée par une générosité radicale de Dieu qui nous incite à simplement rendre grâce? Mais comment se fait-il alors que la doctrine de la *sola gratia*, chère à Luther et à la Réforme, conduise à une survalorisation du travail? « La doctrine de la prédestination, en ramenant

ReLations

Consultez notre site :
www.revuerelations.qc.ca



- Mis à jour régulièrement, il présente le sommaire de chaque nouveau numéro en page d'accueil.

• Les visiteurs peuvent s'inscrire à une liste d'envoi courriel qui permet de recevoir à l'avance la liste des articles et des auteurs qui figureront dans la prochaine parution.

• On retrouve, en archives, les tables des numéros précédents, les sommaires détaillés des huit dernières revues, ainsi qu'une banque de textes classés par thème qu'il est possible d'imprimer.

• La table ronde organisée dans le prolongement d'un dossier y est annoncée.

• N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires, toujours appréciés, en cliquant sur @.

ReLations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 32 \$ DEUX ANS : 56 \$

À L'ÉTRANGER (UN AN) : 40 \$

ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

a/s Mme Hélène Desmarais

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*) ☐

Visa ☐ Mastercard ☐

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

LE DEVOIR

*Un témoin
incontournable*



C'est bien pensé,
bien écrit.
C'est différent...

Le journal indépendant